

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

8 janvier	— Loi relative aux gestions de fait dans les colonies. (Arrêté de promulgation n° 578 Cab. du 16 octobre 1942)	620
17 juin	— Loi modifiant la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat.	621
17 juin	— Décret modifiant le décret du 7 janvier 1941 portant règlement intérieur du conseil d'Etat.	622
27 juin	— Décret pris en exécution de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1941 et réglant le droit d'option entre les régimes des pensions : civile ou militaire, des fonctionnaires et agents civils coloniaux européens et indigènes, victimes de faits de guerre dans l'accomplissement d'un service militaire, de défense passive ou civil. (Arrêté de promulgation n° 583 Cab. du 17 octobre 1942)	622
30 juin	— Arrêté ministériel relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non-réexportation. (Arrêté de promulgation n° 588 Cab. du 20 octobre 1942)	624
3 juillet	— Décret étendant aux territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de la convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes signée à Genève le 12 septembre 1923. (Arrêté de promulgation n° 589 Cab. du 20 octobre 1942)	637
4 juillet	— Décret étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs. (Arrêté de promulgation n° 590 Cab. du 20 octobre 1942)	638
11 juillet	— Décret portant déchéance de la nationalité française (extrait).	641

31 juillet	— Arrêté ministériel relatif aux groupements professionnels coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 17 octobre 1942)	641
3 août	— Décret relatif à la répression de la fabrication, de la circulation et du trafic des publications obscènes dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française. (Arrêté de promulgation n° 591 Cab. du 20 octobre 1942).	637
4 août	— Décret modifiant le décret du 5 septembre 1942 instituant des permissions spéciales d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales. (Arrêté de promulgation n° 592 Cab. du 20 octobre 1942)	642
4 août	— Décret complétant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 (délégations de solde des fonctionnaires, employés et agents en service aux colonies). (Arrêté de promulgation n° 579 Cab. du 16 octobre 1942)	643
7 août	— Décret relatif au taux de l'indemnité de première mise d'équipement allouée aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 602 Cab. du 24 octobre 1942)	643
7 août	— Décret fixant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement des inspecteurs des eaux, forêts et chasses aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 593 Cab. du 20 octobre 1942)	643
10 août	— Décret relatif à l'allocation d'indemnité de « séparation » ou de « remplacement de traversée » aux fonctionnaires en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 580 Cab. du 16 octobre 1942)	644
12 août	— Loi dérogeant provisoirement aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne le choix d'un défenseur par les individus inculpés, devant les tribunaux militaires, de crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 595 Cab. du 22 octobre 1942)	646

12 août	— Décret relatif au régime pénitentiaire des détenus ayant formé un pourvoi devant la cour de cassation. (Arrêté de promulgation n° 584 Cab. du 17 octobre 1942).	645
17 août	— Loi donnant, pendant la durée du temps de guerre, compétence aux tribunaux militaires de cassation permanents, établis dans les territoires non déclarés en état de guerre ou en état de siège, pour statuer sur les oppositions aux ordonnances des juges d'instruction près les tribunaux militaires permanents. (Arrêté de promulgation n° 595 Cab. du 22 octobre 1942).	646
19 août	— Loi modifiant la loi du 10 novembre 1941 sur les sociétés secrètes. (Arrêté de promulgation n° 594 Cab. du 20 octobre 1942).	646
26 août	— Décret étendant aux colonies les dispositions de la loi du 31 mars 1942, abrogeant le décret du 1 ^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'opposition et de cession faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations. (Arrêté de promulgation n° 581 Cab. du 16 octobre 1942).	647
9 septembre	— Décret relatif aux sanctions de police administrative (taux des amendes). (Arrêté de promulgation n° 596 Cab. du 22 octobre 1942).	647

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1941

5. novembre	— N° 3897 s. E. — Arrêté général rendant obligatoire la déclaration des stocks de cuirs et de peaux d'origine locale.	648
-------------	---	-----

1942

22 août	— N° 2929 s. E. — Arrêté général modifiant l'article premier de l'arrêté n° 490 s. E. C. du 4 février 1942, fixant la liste des marchandises denrées et objets quelconques sur lesquels l'autorité administrative peut exercer un droit de préemption dans les ventes aux enchères ou à cri public.	648
2 octobre	— N° 3473 s. E./F. — Arrêté général portant classement de la forêt d'Agbatitioé (cercle d'Atakpamé — territoire du Togo).	648
3 octobre	— N° 3497 G. — Arrêté général ouvrant un concours pour admission dans le cadre spécial d'aides météorologistes (extrait).	649
9 octobre	— N° 3545 T. P. — Arrêté général modifiant l'article 3 (2 ^e alinéa) de l'arrêté n° 1983 T. P. du 3 juin 1942 relatif au recensement, à la circulation et à la vente des véhicules automobiles.	649
12 octobre	— N° 3571 s. s. M. — Arrêté général portant création d'équipes spéciales de prospection de la maladie du sommeil (extrait).	649

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

22 mai	— N° 288 — Arrêté complétant l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du territoire.	649
--------	--	-----

9 juin	— N° 331 — Arrêté créant un droit de statistique sur les envois postaux exonérés des droits de sortie.	650
16 septembre	— N° 514 T. P. — Arrêté portant fixation des tarifs de transports routiers au Togo.	650
10 octobre	— N° 573 I. V. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 465 I. V. déclarant infectés de charbon bactérien le quartier de Lomé-Gnykonakpœ et les zones de pâtures situées à l'est de la ligne d'Atakpamé.	651
15 octobre	— N° 576 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 152 du 9 mars 1933 fixant les conditions d'évaluation du prix de revient des matières et objets entrant au magasin général du service local.	651
15 octobre	— N° 577 C. P. S. — Arrêté fixant les conditions de vente en gros, demi-gros et détail.	651
23 octobre	— N° 598 A. E. — Arrêté rendant obligatoire la déclaration des stocks de café et de cacao.	652
24 octobre	— N° 600 T. P. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 520 T. P. du 19 septembre 1942 définissant les modalités d'utilisation des véhicules automobiles réquisitionnés en vue d'assurer la satisfaction des besoins économiques généraux de la métropole et des colonies.	652
24 octobre	— N° 601 A. E. — Arrêté rendant obligatoire la déclaration des stocks de certains oléagineux.	652
Personnel		653
Divers		655

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU GOUVERNEMENT DU NIGER

1942

24 août	— N° 770 A. P. A./s. Z. — Arrêté précisant l'itinéraire des routes que doivent suivre obligatoirement les troupeaux de bétail à destination du Dahomey et du Togo (extrait).	657
---------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis relatif à l'exportation de la cire animale.	657
Avis de concours pour le stage de l'école nationale de la France d'outre-mer.	657
Administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger	657
Domaines	658

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Gestions de fait

N° 578 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

16 octobre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 8 janvier 1942 relative aux gestions de fait dans les colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les gestions de fait afférentes aux comptes coloniaux dont l'apurement n'est pas effectué par la cour des comptes sont déferées directement à celle-ci et jugées par elle. Dans ce cas, les comptes du comptable patent depuis le début de la gestion de fait seront transmis d'office à la cour des comptes.

ART. 2. — Le présent décret, qui sera applicable à partir de l'exercice 1941, sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 janvier 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Conseil d'Etat

LOI du 17 juin 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Après avis du conseil d'Etat;
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 12 et 13 de la loi du 18 décembre 1940 sont complétés par les dispositions suivantes :

« Art. 12 (dernier alinéa). — Toutefois, les titulaires des quatre postes de conseiller d'Etat créés par les lois des 22 août 1941 et 18 mai 1942 ne peuvent être réintégrés que lors de la première vacance survenant dans les postes créés par les lois précitées.

« Art. 13 (dernier alinéa). — Toutefois, les titulaires des quatre postes de conseiller d'Etat créés par les lois des 22 août 1941 et 18 mai 1942 à l'expiration du temps passé en disponibilité ne peuvent être réintégrés que lors d'une des vacances survenant dans les postes créés par les lois précitées ».

ART. 2. — L'article 29 (1^{er} alinéa) de la loi du 18 décembre 1940, modifié par la loi du 1^{er} octobre 1941, les articles 26, 30, 31, 32, 34 (1^{er} et dernier alinéa) 35 (dernier alinéa) de la loi du 18 décembre 1940 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 26. — Le conseil d'Etat en assemblée générale ne peut délibérer que si vingt-quatre de ses membres ayant au moins le grade de conseiller en service ordinaire sont présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante ».

« Art. 29 (1^{er} alinéa). — La section du contentieux est composée d'un président et de seize conseillers d'Etat en service ordinaire; elle peut être complétée par des conseillers pris dans la section de législation et les sections administratives auxquelles ils continuent d'appartenir et qui sont désignés par le vice-président du conseil d'Etat, délibérant avec les présidents de section ».

« Art. 30. — La section du contentieux est juge de toutes les affaires qui relèvent de la juridiction

contentieuse du conseil d'Etat. Elle est divisée en sous-sections qui dirigent l'instruction, préparent le rapport des affaires et peuvent en outre, sous réserve des dispositions de l'article 32 (2^e alinéa) et de l'article 33 de la présente loi, juger directement :

« 1^o — Les affaires de pensions et les recours relatifs à l'application des lois sur les emplois réservés ainsi qu'à la carte du combattant;

« 2^o — Les affaires d'élections et de contributions directes et de taxes assimilées ».

« Art. 31. — Les sous-sections sont composées chacune de trois conseillers d'Etat dont l'un est chargé d'exercer les fonctions de président par arrêté du garde des sceaux, pris après présentation du vice-président délibérant avec le président de la section du contentieux.

« Le maître des requêtes ou l'auditeur rapporteur a voix délibérative.

« Elles ne peuvent juger valablement que si trois au moins de leurs membres ayant voix délibérative, dont deux conseillers d'Etat, sont présents.

« Pour le jugement des affaires, les sous-sections ne peuvent statuer qu'en nombre impair; si les membres ayant voix délibérative qui les composent se trouvent en nombre pair, le plus ancien maître des requêtes présent à la séance est appelé à siéger. Pour l'instruction des affaires ou la préparation des rapports, les sous-sections peuvent délibérer en nombre pair: en cas de partage, on appelle le plus ancien des maîtres des requêtes présents à la séance.

« Le vice-président du conseil d'Etat ou le président de la section du contentieux peut présider chacune des sous-sections.

« Si, par suite de vacance, d'absence ou d'empêchement d'un ou de plusieurs conseillers d'Etat, une sous-section ne se trouve pas en nombre pour délibérer, elle est complétée par l'appel de conseillers d'Etat; elle peut l'être aussi, à leur défaut, mais à titre exceptionnel, par l'appel d'un maître des requêtes pris dans l'ordre du tableau. Lesdits conseillers et maître des requêtes sont désignés par le président de la section du contentieux s'ils appartiennent à cette section et par le vice-président s'ils appartiennent à d'autres sections; toutefois, s'il y a urgence, la désignation est faite, même dans ce dernier cas, par le président de la section du contentieux.

En cas d'empêchement du président de la sous-section, il est remplacé par le conseiller le plus ancien.

« Art. 32. — Les affaires autres que celles de pensions, d'emplois réservés, de cartes du combattant, d'élections, de contributions directes et de taxes assimilées sont, sous réserve des dispositions de l'article suivant, soumises au jugement de deux sous-sections réunies sous la présidence du président de la section du contentieux ou à défaut sous celle du président de sous-section le plus ancien dans ses fonctions présent à la séance.

« Les affaires de pensions, d'emplois réservés, de cartes du combattant, d'élections, de contributions directes et de taxes assimilées peuvent être, sous réserve des dispositions de l'article suivant, renvoyées au jugement de deux sous-sections réunies sous la présidence du président de la section du contentieux ou à défaut sous celle du président de sous-section le plus ancien, lorsque le renvoi est demandé soit par le vice-président du conseil d'Etat, soit par le président de la section du contentieux, soit par la sous-section, soit par le commissaire du Gouvernement.

« Le vice-président peut présider les sous-sections réunies.

« Le maître des requêtes ou l'auditeur rapporteur a voix délibérative.

« Les sous-sections réunies ne peuvent juger valablement que si cinq membres au moins ayant voix délibérative sont présents.

« Elles ne peuvent délibérer qu'en nombre impair. Lorsque les membres présents à la séance ayant voix délibérative sont en nombre pair, un conseiller d'Etat pris dans l'ordre du tableau ou un maître des requêtes pris dans l'ordre du tableau est appelé à siéger.

« Il en est de même lorsque par suite de vacance, d'absence ou d'empêchement, les membres présents ne se trouvent pas en nombre pour délibérer ».

« Art. 34 (1^{er} alinéa). — Pour le jugement des affaires qui lui sont renvoyées la section du contentieux comprend le président de la section et les présidents des sous-sections. A défaut du président de la section, elle est présidée par le président de sous-section le plus ancien dans ses fonctions présent à la séance. En cas d'absence ou d'empêchement le président de chaque sous-section est remplacé par l'un des conseillers de la sous-section ».

(Dernier alinéa). — « Les alinéas 3, 6 et 7 de l'article 32 ci-dessus sont applicables à la section ».

« Art. 35 (dernier alinéa). — Les alinéas 6 et 7 de l'article 32 ci-dessus sont applicables à l'assemblée plénière ».

ART. 3. — Les dispositions actuelles contenues dans les articles 31 et 32 de la loi du 18 décembre 1940 relatives à la compétence et au fonctionnement des sous-sections et des sous-sections réunies de la section du contentieux demeurent provisoirement en vigueur jusqu'au 31 juillet 1942.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 17 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
président du conseil d'Etat,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Décret du 17 juin 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, président du conseil d'Etat;

Vu la loi du 18 décembre 1940 sur le conseil d'Etat;

Vu les lois des 22 août et 1^{er} octobre 1941, 18 mai et 17 juin 1942 modifiant les articles 1^{er}, 5, 12, 13, 26, 29, 30, 31, 32, 34 et 35 de la loi du 18 décembre 1940;

Vu le décret du 7 janvier 1941 portant règlement intérieur du conseil d'Etat;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 28 (dernier alinéa) du décret du 7 janvier 1941 est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas d'absence ou d'empêchement, le président de chaque sous-section est remplacé dans les attributions prévues au présent article par le conseiller de la sous-section le plus ancien ».

ART. 2. — L'article 30 du même décret est modifié comme il suit :

« Les quatre dernières sous-sections sont chargées de juger directement et sous réserve des dispositions de l'article 32, deuxième alinéa, de l'article 33 de la loi du 18 décembre 1940 et de l'article 31 du présent règlement, les affaires relatives aux pensions, aux emplois réservés, à la carte du combattant, aux élections et aux contributions directes ou taxes assimilées.

« Pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 32 de la loi du 18 décembre 1940, modifié par la loi du 17 juin 1942, un arrêté du vice-président pris après avis du président de la section du contentieux fixe, à l'ouverture de chaque année judiciaire, quelles sous-sections pourront éventuellement être réunies pour constituer l'organisme du jugement prévu par les dispositions précitées ».

ART. 3. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, président du conseil d'Etat, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 17 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
président du conseil d'Etat,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Pensions

No 583 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

17 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 27 juin 1942 pris en exécution de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1941 et réglant le droit d'option entre les régimes des pensions : civile ou militaire, des fonctionnaires et agents civils coloniaux européens et indigènes, victimes de faits de guerre dans l'accomplissement d'un service militaire, de défense passive ou civil.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 26 juillet 1941 sur les réparations aux victimes civiles de la guerre;

Vu le décret du 23 février 1942 relatif à l'application dans les territoires d'outre-mer des dispositions de la loi susvisée;

Vu la loi du 30 novembre 1941 réglant les droits à pension des fonctionnaires et agents civils victimes de faits de guerre et notamment l'article 12 de cette loi, ainsi conçu :

« Les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à l'intérieur et aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de provoquer toutes mesures utiles pour déterminer les modalités d'application de la présente loi aux territoires d'outre-mer relevant de leur département »;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies ou pays de protectorat français ou territoires sous mandat français relevant du secrétariat d'Etat aux colonies qui, accomplissant en temps de

guerre un service militaire ou de défense passive, sont atteints dans l'exécution de ce service d'infirmités résultant de blessures ou de maladies qui ouvrent droit à une pension militaire, peuvent, en renonçant à demander cette pension, réclamer le bénéfice de leur régime normal de retraite. Dans ce cas, ces infirmités sont considérées comme reçues ou contractées dans l'exercice des fonctions civiles.

Les mêmes dispositions sont applicables aux personnels des catégories ci-dessus visées qui, victimes d'événements de guerre auxquels ils auraient été exposés par les obligations de leur service civil, se trouveraient hors d'état de continuer l'exercice de leurs fonctions, s'ils renoncent à se prévaloir des dispositions générales applicables aux victimes civiles de la guerre.

L'option ainsi faite emportera détermination du régime éventuellement applicable à la veuve et aux orphelins.

Les dispositions qui précèdent sont applicables :

1^o — Aux fonctionnaires, employés et agents régis, pour la retraite, par les lois des 11 et 18 avril 1831, 14 avril 1924 et par le décret du 1^{er} novembre 1928;

2^o — A ceux soumis aux règlements constitutifs des caisses locales de retraites européennes ou indigènes, lorsque les autorités qualifiées pour prendre des décisions au nom de ces caisses auront adhéré à cette mesure.

ART. 2. — Peuvent également opter pour le régime de pension afférent à l'emploi civil, les veuves ou orphelins des personnels civils visés à l'article 1^{er} qui ont été tués par faits de guerre dans l'accomplissement d'un service militaire, de défense passive ou civil, en temps de guerre ou qui, avant d'avoir usé de la faculté ouverte par l'article précédent, sont morts des suites de blessures ou de maladie.

Dans le cas où la veuve serait en concours avec des enfants d'un autre lit, il sera statué, relativement à l'option à exercer et sur citation délivrée à la requête de la partie diligente, par le tribunal civil du lieu de la succession siégeant en chambre du conseil. Les actes de procédure seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — Lorsque les fonctionnaires, employés ou agents visés à l'article 1^{er} sont tributaires d'une caisse locale de retraites coloniale et peuvent avoir, d'après la réglementation de cette caisse, des ayants cause autres que ceux prévus par la législation des pensions de l'Etat ou de la caisse intercoloniale de retraites, ces ayants cause sont admis à bénéficier du régime de la caisse locale comme si leur auteur était mort par suite de l'exercice des fonctions civiles.

Ce droit est indépendant de l'option que la veuve et les orphelins légitimes viendraient à exercer en faveur d'une pension de l'Etat ou de la caisse intercoloniale de retraites. La quotité de la pension ou du secours sur la caisse locale est calculée et liquidée comme si tous les ayants droit du fonctionnaire décédé participaient au régime de ladite caisse.

ART. 4. — La cause du décès, l'origine et la gravité des infirmités seront, même en cas d'option pour le régime des pensions civiles, ou de la caisse intercoloniale, ou des caisses locales de retraites, constatées dans les formes prescrites pour la liquidation des pensions militaires.

ART. 5. — L'option autorisée par les articles 1^{er} et 2 devra être exercée, ou la citation prévue à l'article 2 délivrée, dans les délais impartis aux intéressés pour faire valoir leurs droits à la pension militaire ou de victime civile.

ART. 6. — Sont reçues à exercer rétroactivement le droit d'option prévu par les articles 1^{er} et 2 les personnes visées par ces articles qui auraient formé une demande de pension militaire ou de victime civile entre le 2 septembre 1939 et la date de promulgation du présent décret aux colonies. Il en sera ainsi, même si leur demande avait été suivie d'une concession de pension de veuve ou d'orphelin ou de secours annuel d'orphelin.

Les délais prévus à l'article 5 auront, dans ce cas, pour point de départ, la date de promulgation du présent décret aux colonies.

ART. 7. — Pour l'application en vertu des dispositions qui précèdent de la loi du 14 avril 1924, du décret du 1^{er} novembre 1928 et des règlements sur les caisses locales de retraites, les blessures ou le décès résultant d'événements de guerre sont assimilés :

1^o — En ce qui concerne la loi du 14 avril 1924, aux blessures reçues ou au décès survenu dans les circonstances définies à l'article 19 de la loi;

2^o — En ce qui concerne le décret du 1^{er} novembre 1928, aux blessures reçues ou au décès survenu dans les circonstances définies à l'article 14 dudit décret;

3^o — En ce qui concerne les caisses locales de retraites, aux blessures reçues ou au décès survenu dans des circonstances analogues à celles visées aux deux précédents alinéas.

Les personnels visés par le présent décret, ou leurs ayants cause, qui auront demandé le bénéfice de la législation des pensions militaires ou de victime civile pourront, en cas d'incapacité de continuer leurs fonctions ou en cas de décès, obtenir par ailleurs, s'ils réunissent les conditions exigées par leur régime de retraite, soit le bénéfice de la pension d'ancienneté, soit celui de la pension ou de la rente viagère, accordé aux agents ou à leurs ayants cause, en cas d'invalidité ou de décès ne résultant pas du service.

ART. 8. — Pour la constitution du droit à pension et pour la liquidation, sont assimilées au temps de présence effectué dans le grade ou emploi aux colonies, les périodes de service militaire accomplies par les fonctionnaires et agents visés par le présent décret lorsque, en temps de guerre, ils ont été rappelés sous les drapeaux ou se sont engagés pour la durée de la guerre. Il en est de même du temps durant lequel ils auraient été prisonniers de guerre.

La même règle est applicable aux veuves et orphelins desdits fonctionnaires et agents.

Le mode exceptionnel de décompte prévu au premier paragraphe du présent article cesse toutefois d'être appliqué si les intéressés ont obtenu une pension à l'occasion des services militaires qui y sont mentionnés.

ART. 9. — Les fonctionnaires, employés et agents visés par le présent décret, tributaires en cette qualité de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse qui, soit dans l'accomplissement d'un service militaire ou de défense passive, soit par suite des obligations de leurs fonctions civiles, sont atteints en temps de guerre d'infirmités résultant de blessures ou maladies qui ouvrent droit à une pension militaire ou à une

pension de victime civile, ne peuvent obtenir cette pension s'ils réclament la liquidation anticipée de la rente viagère constituée à leur profit sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, qu'en renonçant à la rente complémentaire, à la charge de l'Etat, prévue par le règlement spécial sous lequel ils sont placés.

ART. 10. — L'option faite par le fonctionnaire lui-même dans les circonstances indiquées à l'article 9 emportera détermination du régime éventuellement applicable aux veuves ou orphelins, qui peuvent se réclamer des dispositions de l'article 2 si aucune option n'a été formulée par leur auteur.

Les conditions d'application et les délais impartis pour exercer cette option sont ceux édictés par les articles 4, 5 et 6 du présent décret.

ART. 11. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 27 juin 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Prohibitions de sortie

N° 588 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 30 juin 1942 relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non-réexportation.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES,

Vu la loi du 29 mai 1941 fixant la forme dans laquelle doivent être prises les prohibitions d'exportation;

Vu les décrets des 13 septembre 1940, 8 février, 15 et 21 mars, 2 et 18 avril, 12 et 28 mai 1941 et les arrêtés ministériels des 16 juillet, 22 août, 17 et 19 septembre, 3 décembre 1941 et 13 février 1942, établissant des prohibitions de sortie;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1940 fixant le modèle des demandes d'autorisation d'exportation;

Vu les arrêtés ministériels des 28 novembre 1941 et 4 mars 1942, relatifs aux engagements de non-réexportation;

Vu le décret du 29 juillet 1940, modifié par le décret du 17 septembre 1940 fixant la répartition des produits relevant de chaque ministère responsable;

Vu les articles 287, 294 et 322 *ter* (décret-loi du 28 août 1939, art. 1^{er}) du code des douanes, relatifs à l'application des prohibitions de sortie en Algérie et dans les colonies;

Sur l'avis du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, du secrétaire d'Etat à la production industrielle, du secrétaire d'Etat à l'aviation et du secrétaire d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'exportation et la réexportation en suite de tout régime douanier des produits repris à la liste A sont prohibées.

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances peut accorder, sur l'avis des ministères responsables, des dérogations générales ou individuelles à la prohibition d'exportation.

ART. 3. — Les dérogations générales sont publiées sous forme d'avis aux exportateurs.

ART. 4. — Les dérogations individuelles font l'objet d'autorisations d'exportation.

Les demandes d'autorisation sont adressées directement aux ministères responsables. Elles sont établies en six exemplaires conformes au modèle 01 déposé aux sièges des chambres de commerce et dans les bureaux de douane.

Pour les produits repris à la liste A et dont l'exportation est effectuée à destination d'un des pays repris à la liste B, les demandes doivent être accompagnées d'un engagement de non-réexportation souscrit par le destinataire chaque fois qu'il en est fait mention sur ladite liste. Cet engagement doit revêtir l'une des formes admises par les autorités consulaires françaises du pays de destination et être visé par les mêmes autorités. Le visa est donné gratuitement.

La durée de validité des autorisations d'exportation est de 120 jours.

ART. 5. — Pour l'application des articles 2 à 4, les produits dont l'exportation est prohibée sont répartis entre les ministères responsables suivant les indications données à la liste A. Ces indications peuvent être modifiées par voie d'avis aux exportateurs.

ART. 6. — L'exportation de la métropole à destination de l'Algérie, de la Tunisie, de la zone française de l'empire chérifien et des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français ne donne pas lieu à la production d'autorisations d'exportation.

ART. 7. — Le présent arrêté est applicable en Algérie et dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français. Les autorisations d'exportation de ces possessions vers les pays étrangers sont accordées par les autorités locales selon les directives données par le Gouvernement.

ART. 8. — Sont maintenues en vigueur sous les modalités antérieures les prohibitions et restrictions d'exportation indiquées à la liste C.

ART. 9. — Sont abrogés :

Les décrets des 13 septembre 1940, 8 février, 15 et 21 mars, 2 et 18 avril, 12 et 28 mai 1941 et les arrêtés des 16 juillet, 22 août, 17 et 19 septembre, 3 décembre 1941 et 13 février 1942 instituant des prohibitions d'exportation;

L'arrêté du 13 septembre 1940 fixant le modèle des demandes d'autorisation d'exportation;

Les arrêtés ministériels des 28 novembre 1941 et 4 mars 1942 relatifs aux engagements de non-réexportation.

Fait à Paris, le 30 juin 1942.

Pour le ministre et par autorisation :

Le secrétaire général
pour les questions économiques,
ZAFFREYA.

ANNEXES

à l'arrêté du 30 juin 1942 relatif aux prohibitions de sortie et aux engagements de non-réexportation.

TABLEAU A

Liste des marchandises dont la sortie est prohibée.

Secrétariats d'Etat responsables . . . { *AB. — Secrétariat d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement (services économi. des bois)*
AR. — Secrétariat d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement.
P. — Secrétariat d'Etat à la production industrielle.
M. — Secrétariat d'Etat à la marine.
AV. — Secrétariat d'Etat à l'aviation.

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ETAT responsable
1	Chevaux entiers ou hongres et juments, quel que soit leur âge (1)	AR	22	Pelleteries brutes (1)	P
1 bis	Chevaux destinés à la boucherie (1)	AR	23	Laines, etc. (1)	P
2	Mules et mulets (1)	AR	24	Crins (1)	P
3	Baudets étalons, quel que soit leur âge (1).	AR	25	Poils	P
4 à 13	Bestiaux (1)	AR	26 — 1 à 4	Plumes de parure	P
14 ter	Volailles vivantes (1)	AR	26 — 6	Plumes à lit brutes	P
14 quater 2	Pigeons vivants autres (1)	AR	Ex. 26 — 7	Duvet brut	P
14 quinquies	Lapins domestiques vivants (1)	AR	27	Soie (1)	P
Ex. 15	Anes et ânesses, chameaux et tous autres animaux de transport (1)	AR	29	Poil de Messine (crin dit de Florence).	P
16 A	Viandes fraîches et viandes réfrigérées (1).	AR	30 A à E	Graisses animales autres que de poissons non classées ailleurs (1)	AR
16 B	Viandes congelées (1)	AR	30 bis	Lanoline, etc. (1)	AR
17	Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées (1)	AR	31 — 1	Oléo-margarine, etc. (1)	AR
17 bis	Viandes préparées de porc, de bœuf ou autres (1)	AR	31 — 2	Margarine, graisses alimentaires et substances similaires (1)	AR
17 ter	Charcuterie fabriquée, non compris les pâtés de foie (1)	AR	32	Dégras de peaux (1)	AR
17 quater	Museau de bœuf, etc. (1)	AR	33	Cire (1)	AR
18	Volailles mortes, pigeons compris (1)	AR	34 A à D	Œufs de volaille, d'oiseaux et de gibier (1).	AR
18 ter	Lapins domestiques morts (1)	AR	35	Lait complet ou écrémé	AR
19 A à C	Conserves de viandes (1)	AR	35 bis	Crème de lait glacée ou non	AR
19 bis	Conserves ou pâtés de gibier, volailles, etc. (1)	AR	35 ter	Lait concentré, complet ou écrémé, sans sucre (1)	AR
19 ter	Pâtés, purées et mousses de foie, etc. (1).	AR	35 quater	Lait concentré, complet ou écrémé, additionné de sucre (1)	AR
20	Extraits de viandes en pains ou autres (1).	AR	35 quinquies	Farine lactée additionnée de sucre (1)	AR
20 bis	Boyaux (1)	AR	36	Fromages (1)	AR
20 ter	Viandes boucanées pour la nourriture des animaux, etc. (1)	AR	37	Beurre (1)	AR
Ex. 21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites, à l'exception des peaux de poissons, de lézards, de serpents, de crocodiles et analogues, d'ânes, de mulets, de bardeaux (1)	P	38	Miel (1)	AR
			39	Engrais azotés	AR
			40	Os calcinés à blanc	P
			41	Noir d'os (noir animal)	P
			42	Oreillons (1)	P
			43	Autres produits et dépouilles à l'état brut.	AR
			44	Produits de pêche française (2)	M

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Secrétariats d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pour ce qui concerne les poissons d'eau douce frais.

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable
	Produits de pêche étrangère :				
45	Poissons d'eau douce frais et poissons de mer frais ou conservés, etc. (3).	(2) M	93 bis	Confiseries au sucre, etc. (1)	AR
46	Poissons secs, salés ou fumés (1)	M	93 ter	Glucoses (1)	AR
47	Poissons conservés, etc. (1)	M	94	Biscuits sucrés (1)	AR
48	Huîtres (4)	M	94 bis	Pain d'épice (1)	AR
49	Crustacés (5)	M	94 ter	Poudres pour crèmes, etc. (1)	AR
50	Moules et autres coquillages pleins	M	95	Confitures, etc. (1)	AR
51	Graisses de poissons (1)	AR	96	Café (1)	AR
52	Blanc de baleine ou de cachalot (1)	AR	97	Cacao (1)	AR
57	Perles fines (6)	P	98	Chocolat, etc. (1)	AR
64	Ivoire et écaille factices (1)	P	98 bis	Confiseries au cacao, etc. (1)	AR
64 bis	Caséine durcie, etc. (1)	P	99	Poivre (1)	AR
66	Os et sabots de bétail bruts (1)	P	100	Piment (1)	AR
68	Froment, épeautre, méteil (1)	AR	101	Amomes et cardamomes (1)	AR
69	Avoine (1)	AR	102	Cannelle (1)	AR
70	Orge (1)	AR	103	Cassia lignea (1)	AR
71	Seigle (1)	AR	104	Muscades (1)	AR
72	Mais (1)	AR	105	Macis (1)	AR
73	Sarrasin (1)	AR	106	Girofle (1)	AR
74	Malt (orge germée) (1)	AR	107	Vanille (1)	AR
74 bis	Extraits de malt (1)	AR	107 bis	Extrait de vanille (1)	AR
75	Biscuits de mer et pain (7)	AR	108	Thé (1)	AR
75 bis	Pain de régime, etc. (8)	AR	109	Tabacs (1)	P
75 ter	Pain spécial pour la pâque israélite	AR	110 A à 111	Huiles fixes (1)	(10) AR
Ex. 75 quater	Pâte de farine ou de fécule, à l'exception des cachets vides pharmaceutiques en pâte de farine ou pain azyne (1)	AR	111 bis A et B	Graisses végétales alimentaires ou destinées à la fabrication des graisses alimentaires (1)	AR
75 quinquies	Biscuits dits de fantaisie ou de luxe, etc. (1)	AR	111 ter	Huiles et graisses végétales, animales ou de poissons, sulfonées (1)	P
76	Gruaux, etc. (1)	AR	111 quater	Huiles acides (1)	AR
76 bis	Millet décortiqué et mondé (1)	AR	112 — 1 à 8	Huiles volatiles ou essences	P
76 ter	Gluten (1)	AR	112 — 9	Menthol (1)	P
77	Semoules en pâte et pâtes d'Italie (1)	AR	112 — 10	Thymol (1)	P
78 et 78 bis	Produits exotiques à féculs et féculs (1)	AR	112 — 11	Santalol	P
79	Riz (1)	AR	112 — 12	Anéthol (1)	P
80	Légumes secs (1)	AR	112 — 13	Safrol	P
80 bis	Farine de légumes secs (1)	AR	112 — 14	Résinoïdes, eugénol, etc.	P
81	Marrons et châtaignes (1)	AR	112 bis Ex. 1	Acétophénone (1)	P
82	Dari, millet et alpiste (1)	AR	112 bis 2	Vanilline et ses dérivés ou substituts (1)	P
83	Pommes de terre (1)	AR	113	Cires végétales de carnauba, de myrica et autres non dénommées ailleurs (1)	P
84 A	Fruits de table ou autres, frais non forcés.	AR	114	Gommes à l'état naturel (1)	P
85	Fruits de table ou autres, secs ou tapés (1)	AR	115	Gemmes, etc. Résinates. Gommes et ambres fondues, etc. (1)	(11) P
86 A à C	Fruits de table ou autres, confits ou conservés (1)	AR	115 bis	Goudron	P
87	Fruits à distiller (1)	AR	115 ter	Huile de résine	P
88	Graines et fruits oléagineux (1)	(9) AR	115 quater	Résines et autres produits résineux exotiques, etc. Gomme-laque, blanchie (1)	P
89	Graines à semencer (1)	AR	116	Essence de térébenthine (1)	P
90 A et B	Sucres des colonies et possessions françaises (1)	AR	118	Camphre, etc. (1)	P
91 A et B	Sucres des pays étrangers (1)	AR	119 — 1	Balata, gutta-percha, bruts ou refondus en masse (1)	P
91 bis	Cannes à sucre desséchées (1)	AR	119 — 2	Caoutchouc brut ou refondu en masse, etc. (1)	P
92 A et B	Mélasses (1)	AR			
93	Sirops et sucres intervertis (1)	AR			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Secrétariats d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pour ce qui concerne les poissons d'eau douce frais.

(3) Engagement de non-réexportation exigible sauf en ce qui concerne les poissons frais.

(4) Engagement de non-réexportation exigible sauf en ce qui concerne les huîtres fraîches.

(5) Engagement de non-réexportation exigible sauf en ce qui concerne les crustacés frais.

(6) Lorsque des autorisations auront été délivrées, les exportations, par la voie postale, des perles fines ne pourront être effectuées que par les centres de contrôle douanier suivants : Paris-rue Choron, Lyon-gare, Marseille-gare et Saint-Claude.

(7) Engagement de non-réexportation exigible sauf en ce qui concerne le pain.

(8) Engagement de non-réexportation exigible sauf en ce qui concerne le pain de régime, etc., sans sucre, etc. (n° 75 bis 1).

(9) Secrétariat d'Etat à la production industrielle pour ce qui concerne les graines de ricin.

(10) Secrétariat d'Etat à la production industrielle pour ce qui concerne les huiles fixes pures de bois de Chine, d'abrin, d'éléococca, de lin et de ricin (ex. 110 A), les huiles fixes cuites ou oxydées ou aromatisées (n° 110 bis et 111).

(11) Secrétariat d'Etat à l'agriculture (service économique des bois) pour ce qui concerne les gemmes et produits résineux non distillés (ex. 115-1).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable
119 — 3 et 4	Latex liquide et concentré (1)	P	170 F 9	En mottes, pots, bacs ou cuvettes, non dénommés	AR
119 — 5 et 6	Déchets de vieux ouvrages en caoutchouc et déchets de caoutchouc manufacturé (1)	P	170 bis	Produits et déchets végétaux non dénommés	AR
123	Opium (1)	P	171	Moûts de vendange et jus de raisins frais, etc. (1)	AR
Ex. 126 — 5	Ecorces de quinquina pulvérisées et racines de quinquina (1)	AR	171 bis	Vins (autres que les vins de liqueur et assimilés) etc. (1)	AR
126 bis Ex 1	Fleurs de camomille (1)	AR	171 ter	Vins de liqueur, mistelles, etc. (1)	AR
126 bis 3 et 4	Fleurs de tilleul (1)	AR	172	Vinaigres autres que ceux de parfumerie (1)	AR
126 ter 2	Ecorces de quinquina (1)	AR	172 bis A	Cidre et poiré (1)	AR
Ex. 126 quater	Agar-agar (1)	AR	172 bis B	Jus ou moûts de fruits et de baies, etc. (1)	AR
127 — 4	Baies de myrtille ou d'airelle	AR	173 bis	Boissons de raisins secs, etc. (1)	AR
127 — Ex. 6	Graines de strophantus (1)	AR	174	Alcools (1)	AR
127 bis	Ecorces, feuilles, fleurs, tiges et racines de pyrèthre (1)	AR	174 bis	Liqueurs (1)	AR
128 à 140	Bois (1)	AB	174 ter	Pommes et poires écrasées (1)	AR
141	Coton (1)	P	175 ex. 5	Marbres sculptées : statues modernes (6)	P
141 bis	Déchets de coton et déchets de fils de coton, etc. (1)	P	175 ter	Pierres gemmes brutes ou taillées (1) (7)	P
142	Lins (1)	(3) P	Ex. 176	Prime brut de grenats (1)	P
142 bis	Chanvre (1)	P	176 bis	Cristal de roche (1)	P
143	Jute (1)	P	178 bis	Abrasifs (1)	P
144	Phormium tenax, abaca, aloès et autres vé- gétaux filamenteux non dénommés (1)	P	178 ter A	Abrasifs appliqués (1)	P
144 bis	Ramie ou china-grass (1)	P	178 ter B	Scies en carborundum et produits simi- laires avec ou sans autre matière (1)	P
145	Jones et roseaux bruts, chiendent, piassava, istile	P	178 quater A	Pierres à aiguiser, à affiler ou à affûter (1)	P
145 bis	Sparte (même tordu)	P	178 quater B	Meules à aiguiser, etc. (1)	P
147	Fibres de coco (mêmes tordues)	P	179 ter A — 5	Dolomie artificielle (carbonate double de chaux et de magnésie)	P
149	Jones, roseaux préparés	P	179 ter B	Pierres et terres servant aux arts et mé- tiers, non dénommées (1)	P
154	Chiendent, piassava, istile peignés et coupés	P	179 quater	Terres d'infusoires ou Kieselguhr (1)	P
154 bis	Ecorces de tilleul pour cordages (1)	P	179 sexes	Castine et pierres à chaux proprement dites (1)	P
155	Grains durs à tailler (1)	P	184	Plâtre	P
156	Ecorces à tan, mouluës ou non (1)	P	185	Ciment (1)	P
157	Ecorces de mimosa noir, de mimosa vert, etc. (1)	P	189	Soufre (1)	P
158 A à D	Sumac, etc. (1)	P	190	Houille (1)	P
158 bis	Noix de galle, etc. (1)	P	191	Graphite ou plombagine (1)	P
159 ter	Autres racines, herbes, feuilles, fleurs, baies, graines et fruits propres à la teinture et au tannage (1)	P	191 bis	Graphite en suspension colloïdale (1)	P
160	Légumes (4)	AR	192	Goudron minéral, provenant de la distil- lation de la houille (1)	P
162	Choux à choucroute et choucroute (5)	AR	193	Bitumes et asphaltes (1)	P
163	Houblon (y compris les déchets de hou- blon (1)	AR	193 bis	Carreaux, pavés et dalles en asphalte com- primé (1)	P
164	Betteraves (1)	AR	194	Cire minérale ou ozokérite (1)	P
164 bis	Racines de chicorée (1)	AR	196 bis	Schistes bitumineux (1)	P
164 ter	Fourrages (1)	AR	197 à 199 ter	Huiles de pétrole, de schistes et autres huiles minérales, etc. (1)	P
164 quater	Levures (1)	AR	199 quater	Graisses industrielles, etc. (1)	P
165	Paille de millet à balais (1)	AR	Ex. 200 — 1, 2, 4, 5	Platine (1) (2)	P
166 et 166 bis	Pailles de céréales nettoyées, etc. (1)	AR	Ex. 200 — 1	Minerai d'or (1)	P
167	Sons de toutes sortes de grains (1)	AR	Ex. 201	Argent à l'exception du minerai (1)	P
168	Tourteaux, etc. (1)	AR	203	Aluminium (1)	P
170 F 5	Drilles, etc. (1)	P	204	Minerai de fer (1)	P
	Pâtes de cellulose (1)	P	205 A à C	Fonte brute (1)	P
	Plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes, etc., autres :		205 bis A à I	Ferro-alliages, etc. (1)	P
	A racines nues, non dénommés	AR	206	Fers et aciers bruts en lingots (1)	P

- (1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).
- (2) Lorsque des autorisations auront été délivrées, les exportations par la voie postale, du platine ne pourront être effectuées que par les centres de contrôle douanier suivants : Paris-rue Choron Lyon-gare, Marseille-gare et Saint-Claude.
- (3) Secrétariats d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pour ce qui concerne le lin brut en tiges (n° 142-1).
- (4) Engagement de non-réexportation exigible sauf pour ce qui concerne les légumes frais (n° 158 A).
- (5) Engagement de non-réexportation exigible sauf pour ce qui concerne les choux à choucroute (n° 158 bis).
- (6) Lorsque des autorisations auront été délivrées, l'exportation de ces produits ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de Paris, Lyon Marseille et Bordeaux.
- (7) Lorsque des autorisations auront été délivrées, les exportations par la voie postale, des pierres gemmes ne pourront être effectuées que par les centres de contrôle douanier suivants : Paris-rue Choron, Lyon-gare, Marseille-gare et Saint-Claude.

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable
207	Fer ou acier laminé ou forgé en blooms, billettes et barres (1)	P	018	Chlorure double d'ammonium et de zinc (1)	P
207 bis	Fer ou acier laminé ou forgé en barres de 3 millimètres ou moins dans leurs parties les plus minces, moulures unies ou ornées, fer à relief intermittent (1)	P	019 et 020	Sulfate d'ammoniaque, etc. (1)	P
207 ter	Acier fin pour outils (1)	P	020 bis	Phosphate d'ammoniaque (1)	P
207 quater et 207 quinquies	Aciers spéciaux (1)	P	020 ter	Nitrate d'ammoniaque, etc. (1)	P
208	Fer ou acier machine (1)	P	020 quater	Carbonate et bicarbonate d'ammoniaque (1)	P
209, 209 bis A et B	Feuillards en fer ou en acier (1)	P	021-022	Sels ammoniacaux autres (1)	P
210	Tôles planes de fer ou d'acier (1)	P	024 et 25	Acide borique (1)	P
210 bis	Tôles planes d'acier au nickel, etc. (1)	P	026	Borate de chaux naturel (borax brut) (1)	P
210 ter	Bandes laminées à chaud, dites larges-plats, etc. (1)	P	028	Borate de soude (borax raffiné) (1)	P
211	Fer étamé (fer-blanc), cuivré, plombé ou zingué (1)	P	030	Brome (1)	P
212	Fils de fer et d'acier, etc. (1)	P	Ex. 031	Bromures de potassium et de sodium (1)	P
212 bis	Laine et paille de fer ou d'acier (1)	P	033	Carbure de calcium (1)	P
213	Rails (1)	P	035	Oxychlorure de carbone (1)	P
214	Roues, bandages et centres de roues en fer ou en acier (1)	P	036	Sulfure de carbone (1)	P
215 à 217	Essieux (1)	P	037	Tétrachlorure de carbone (1)	P
218	Limailles et battitures de fer (1)	P	038	Cyanure de potassium, exempt de sodium (1)	P
219	Chutes, ferrailles, ouvrages usagés de fonte, de fer ou d'acier ou débris de ces ouvrages pouvant être utilisés pour la refonte (1)	P	039 bis	Cyanures autres (1)	P
219 bis	Déchets de fer étamé de 5 millimètres d'épaisseur au plus (1)	P	043	Chlore liquéfié (1)	P
220	Mâchefer et scoriers de forge (1)	P	046	Chlorate de baryte (1)	P
221 A à E	Cuivre (1)	P	046 bis	Chlorate de potasse (1)	P
222	Plomb (1)	P	046 ter	Chlorate de soude (1)	P
223	Étain pur ou allié (1)	P	047	Perchlorates (1)	P
223 bis	Claire d'étain, etc. (1)	P	048	Chlorure de chaux (1)	P
223 ter	Métal antifriction, etc. (1)	P	050	Hypochlorites autres (1)	P
224	Zinc (1)	P	053	Cryolithe artificielle (1)	P
225	Nickel (1)	P	055	Iode brut (1)	P
225 bis	Bandes, rubans et fils, etc. (1)	P	056	Iode raffiné (bi-sublimé) (1)	P
226	Mercure natif (1)	P	Ex. 057	Iodures de potassium et de sodium (1)	P
227	Antimoine (1)	P	059	Oxygène comprimé et liquéfié (1)	P
228	Arsenic (1)	P	060	Eau oxygénée (1)	P
229	Cadmium (1)	P	061	Peroxyde de sodium (1)	P
230	Bismuth (étain de glace) (1)	P	062	Phosphore (1)	P
231	Manganèse (minerai) (1)	P	067	Acide glycérophosphorique et glycérophosphates (1)	P
232	Cobalt (1)	P	073	Acide sulfurique (1)	P
233	Minerais non dénommés (1)	P	074 bis 1	Hydrosulfites de soude (1)	P
01	Acide arsénieux (1)	P	080	Hyposulfite de soude (1)	P
02	Arséniate de cuivre (1)	P	081	Sulfure de sodium (1)	P
07 à 09	Acide nitrique (1)	P	082	Persulfates d'ammoniaque, de potasse, de soude (1)	P
010	Acide sulfonitrique (1)	P	083	Alumine anhydre (1)	P
011	Nitrate de potasse naturel (1)	P	084	Hydrate d'alumine (1)	P
012	Nitrate de potasse de transformation (1)	P	090	Lactate d'antimoine	P
013 bis	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz	P	094	Sels d'argent; composés organiques de l'argent (1)	P
014	Ammoniaque ordinaire (1)	P	095	Sels d'or et de platine (1)	P
015	Ammoniaque commercialement pure (1)	P	097	Ecrans aux platinocyanures (1)	P
016	Ammoniaque liquide anhydre (1)	P	098	Bioxyde de baryum (1)	P
017	Chlorydrate d'ammoniaque (1)	P	0100	Chlorure de baryum (1)	P
			0101	Nitrate de baryum (1)	P
			0101 bis	Sulfate naturel de baryum, etc. (1)	P
			0104	Carbonate, nitrate et salicylate de bismuth (1)	P
			0105	Autres sels de bismuth (1)	P
			Ex. 0110	Tartrate de calcium et gluconate de calcium (1)	P

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable
0111	Acide chromique (1)	P	0183	Chloroforme (1)	P
0112	Chromate de baryte (1)	P	0184	Tétrachloréthane (1)	P
0113	Chromate de zinc (1)	P	0184 bis	Trichloréthylène (1)	P
0114	Chromates et bichromates de potasse (1)	P	0187	Chlorure d'éthyle (1)	P
0114 bis	Chromates et bichromates de soude (1)	P	0189	Acide monochloracétique (1)	P
0115	Chromates et bichromates autres (1)	P	0191	Iodoforme (1)	P
0115 bis	Aluns de chrome (1)	P	0192 bis	Huile de fusel (1)	P
0116	Oxydes de chrome (1)	P	0193	Alcool amylique (1)	P
0123	Sulfate de cuivre (1)	P	0193 bis	Alcool butylique (1)	P
0130—5 et 6	Oxydes de fer artificiels	P	0193 ter	Alcool isobutylique (1)	P
0130—7	Oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration du gaz	P	0193 quater	Alcool propylique (1)	P
0134	Magnésium, etc. (1)	P	0194 à 0195 bis	Alcool méthylique (1)	P
0135	Magnésie (1)	P	0196	Glycérine (1)	P
0136	Carbonate de magnésie artificiel (1)	P	0197	Aldéhyde formique en solution à 40 pour 100 (1)	P
0138	Citrate de magnésie	P	0198	Trioxyméthylène (1)	P
0141	Bioxyde (peroxyde) de manganèse (1)	P	0199	Héxaméthylène tétramine et dérivés (1)	P
0142	Bioxyde (peroxyde) de manganèse pur (1)	P	0200	Acétone (1)	P
0143	Pérmanganate de potasse (1)	P	0201 bis	Acétate de butyle (1)	P
0144	Chlorures et oxydes de mercure (1)	P	0203	Acide acétique (1)	P
0145—2	Sulfure de mercure artificiel en pierres	P	0203 bis	Acétate d'amyle (1)	P
0145—3	Sulfure de mercure artificiel pulvérisé (vermillon)	P	0204	Anhydride acétique (1)	P
0150	Carbonate de plomb (céruse) (1)	P	0204 bis et 0204 ter	Métaldéhyde (1)	P
0155	Sels de plomb autres (1)	P	0206 bis	Aldéhyde éthylique (1)	P
0156	Potasse caustique (1)	P	0206 ter	Paraldéhyde éthylique (1)	P
0157	Carbonate de potasse	P	0212	Acétate de cellulose, etc. (1)	P
0158	Chlorure de potassium (1)	P	0213	Matières plastiques à base d'acétate de cellulose (1)	P
0159	Sulfate de potasse (1)	P	0215	Acide tartrique (1)	P
0161	Salins de betteraves (1)	P	0216	Tartrates de potasse (lie de vin, tartre pur, cristaux de tartre, tartrate neutre de potasse), tartrate de potasse et de soude (1)	AR
0162	Cendres de varech (1)	P	0217 et 0218	Acide oléique (1)	P
0163	Sodium (métal) (1)	P	0219 A	Acide stéarique (1)	P
0164 et 0165	Chlorure de sodium (1)	P	0219 bis	Acide valérianique (iso) (1)	P
0165 bis	Soude caustique (1)	P	0220	Valérianates d'ammoniaque, de fer, de ma- gnésie, de soude, de zinc (1)	P
0167	Oxydes et sels de strontium non dénom- més (1)	P	0221	Valérianates autres (1)	P
0169	Oxydes d'urane (1)	P	0222	Acide lactique	P
0171	Radium; produits radifères; produits phar- macéutiques à base de substances radi- fères, etc. (1)	P	0223 à 0226	Laetates	P
0174	Chlorure de zinc sec et liquide (1)	P	0230	Acide citrique (1)	P
0175	Oxyde de zinc	P	0231 à 0233	Citrates (1)	P
0179	Huiles légères de houille brutes (1)	P	0234	Acide tannique (tanin) (1)	P
0179 bis	Bases pyridiques et leurs sels, etc. (1)	P	0235	Acide gallique cristallisé (1)	P
0180 A	Benzols, toluols, xylols, etc. (1)	P	0239	Malonate d'éthyle (1)	P
0180 B	Carbures benzéniques purs, benzène (ben- zine cristallisable), toluène, etc. (1)	P	0240	Diéthylmalonate d'éthyle (1)	P
0180 C	Orthoxylène pur; métaxylène pur; para- xylène (1)	P	0242	Ether chloracétique (1)	P
0180 D	Phénols et crésols bruts (1)	P	0243	Ether chlorhydrique (1)	P
0180 E	Naphtaline (1)	P	0245	Ether chlorocarbonique (1)	P
0180 F	Anthracène (1)	P	0250	Collodion (1)	P
0180 G	Fluorène, acénaphène, etc. (1)	P	0253	Nitrobenzine (essence de mirbane), nitro- toluène brut, mononitronaphtaline (1)	P
0180 H	Dérivés hydrogénés des produits de la distillation de la houille, purs ou mé- langés (1)	P	0253 bis	Dérivés sulfoniques de la benzine, etc. (1)	P
0180 I	Huiles lourdes, etc. (1)	P	0253 ter	Produits favorisant le mouillage ou l'ensi- mage des textiles, etc. (1)	P
0180 J	Brai de goudron de houille (1)	P	0254	Dinitrobenzine, orthonitrotoluène pur (1)	P
0180 K	Désinfectants provenant de la saponifica- tion des crésols bruts (1)	P	0254 bis	Dinitrotoluène, trinitrotoluène, etc. (1)	P
			0255	Monochlorobenzine, dichlorobenzine, acide chlorobenzine-sulfonique (1)	P

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRÉTARIAT D'ÉTAT responsable
0255 bis	Chlorodinitrobenzène, etc. (1)	P	0356	Glycyrrhizine et glycyrrhizate d'ammoniaque (1)	P
0255 ter	Paranitrochlorobenzène (1)	P	0358	Morphine et ses sels (1)	P
0255 quater	Orthonitrochlorobenzène (1)	P	0359	Acétylmorphine, éthylmorphine et leurs sels (1)	P
0256	Chlorure de benzyle (1)	P	0359 bis	Cotarnine, narceïne, narcotiné, papavérine, thébaïne, apomorphine et leurs sels (1)	P
0258	Paranitrotoluène, etc. (1)	P	0360	Nicotine (1)	AR
0258 bis	Acide paranitrotoluène sulfonique et ses sels (1)	P	0361	Pancréatine (1)	P
0260	Trichlorure de benzyle (1)	P	0362	Papaine (1)	P
0263	Acides phéniques cristallisés et neige; crésols bruts et purs contenant plus de 50 pour 100 d'un des isomères (1)	P	0363	Pepsine et présure, etc. (1)	(2) P
0264	Parachlorophénol (1)	P	0364	Pilocarpine et ses sels (1)	P
0265	Bétanaphтол (1)	P	0367	Quinine et ses sels (1)	P
0265 bis	Alphanaphтол (1)	P	0368	Santonine (1)	P
0265 ter	Dérivés sulfoniques de l'alpha et du bêta-naphтол et leurs sels (1)	P	0369	Sparteïne et ses sels (1)	P
0266	Mononitrophénols, dinitrophénols (1)	P	0370	Strychnine et ses sels (1)	P
0266 bis	Trinitrophénols (acide picrique) et trinitroxylois (1)	P	0371	Théobromine et ses sels (1)	P
0268	Acides nitrophénol-sulfoniques (1)	P	0372	Vératrine (1)	P
0268 bis	Acides dinitrophénols-sulfoniques, etc. (1)	P	0373	Créosote de bois (1)	P
0268 ter	Résorcine	P	0375	Celluloïd (y compris l'ivoire et l'écaillé factices) (1)	P
0269	Ortho et paramidophénol, etc. (1)	P	0376	Caséine durcie, etc. (1)	P
0269 bis	Diamidophénols, etc. (1)	P	0376 bis	Résines synthétiques, etc. (1)	P
0270	Dérivés halogénés, nitrés des dioxynaphthalènes; etc. (1)	P	0377	Extraits de sumac, etc. (1)	P
0270 bis	Les mêmes qu'au n° 0269 bis, etc. (1)	P	0378	Extraits de québracho (1)	P
0271	Métamidophénols, métamidoparacrésols (1)	P	0379	Engrais phosphatés (1)	P
0271 bis	Les dérivés alcoylés des précédents (1)	P	0380	Engrais azotés (1)	P
0271 ter	Hydroquinone (1)	P	0380 bis	Produits opothérapiques ou extraits d'organes (1)	P
0272	Pyrogallol (acide pyrogallique) (1)	P	0380 ter	Confits artificiels pour tannerie (1)	P
0274	Chlorhydrate de monométhylparamidocrésol (1)	P	0380 quater	Bouillies anticryptogamiques en pâte ou autrement à base de cuivre	P
0276	Acétylparamidophénol (1)	P	Ex. 0381	Produits chimiques non dénommés à l'exception des plombages dentaires formés d'oxyde de fer et de magnésie, de talc, d'oxyde de zinc, etc. (1)	P
0277	Pyrocatechine (1)	P	0381 bis	Dérivés du glycol; éthylène glycol (irgasol) (1)	P
0277 bis	Phénolphtaléine (1)	P	0381 ter	Tannants synthétiques (1)	P
0279	Gaiacol (1)	P	0381 quinquies	Produits anticryptogamiques, insecticides, etc.	P
0280	Sels et dérivés du gaiacol (1)	P	0382	Métaldéhyde en comprimés (1)	P
0282	Iodophénol (1)	P	0385	Inosito-hexaphosphates (1)	P
0283	Iodoanisol (1)	P	0390	Brome isovalérylurée (1)	P
0286	Acide benzoïque (1)	P	0391	Brome diéthylacétylurée (1)	P
0187	Acides nitro et amidosalicyliques, acide et anhydride phthaliques (1)	P	283	Cochenille	P
0296	Acide acétylsalicylique (1)	P	286	Indigo (indigo naturel non raffiné)	P
0297	Acide benzoïque anhydre	P	287	Indigo pastel, indigue, etc.	P
0298	Benzoate et salicylate de naphтол (1)	P	294 A à C	Teintures dérivées du goudron de houille (1)	P
0306 à 0323	Amides et anilines (1)	P	298	Vernis et peintures assimilées (1)	P
0336 bis	Diamidodiphénylurée, etc. (1)	P	299 bis	Encre à imprimer, etc. (1)	P
0336 ter	Urée (1)	P	300 -- 6 et 7	Noirs de fumée (1)	P
0343	Aconitine et ses sels (1)	P	300 bis	Charbons activés (1)	P
0344	Adrénaline et ses sels (1)	P	302 A à C	Pièces et objets en charbon aggloméré ou cuit, etc. (1)	P
0346	Atropine et ses sels (1)	P	303 -- 304	Ocres, terres de Cologne, etc. (1)	P
0347	Caféine et ses sels (1)	P	305	Vert de Schweinfurth, etc. (1)	P
0349	Cocaïne brute (1)	P	306	Verts de Brunswick, etc. (1)	P
0350	Cocaïne pure et ses sels (1)	P	307	Talc pulvérisé (1)	P
0351	Codéine et ses sels (1)	P			
0353	Digitaline (1)	P			
0354	Emétine et ses sels (1)	P			
0355	Esérine et ses sels (1)	P			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Secrétariats d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pour ce qui concerne la présure préparée, liquide, en poudre, tablettes etc. (ex. 0363).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable
308	Couleurs broyées à l'huile	P	361 bis	Autres appareils électriques (lampes, valves) (1)	P
308 bis et 308 ter	Couleurs pour la peinture artistique, la décoration, etc.	P	361 ter	Plaques sensibilisées pour photographie (1)	P
308 quater	Couleurs céramiques, etc.	P	Ex. 362	Seringues en verre (1)	P
309	Couleurs en pâte préparées à l'eau ou à la colle, etc.	P	363 A à 364	Fils de lin, de chanvre et de ramie, purs ou mélangés (1)	P
310	Couleurs non dénommées, etc.	P	365 A à 366	Fils de jute non polis (1)	P
311 — 1 à 3	Savons autres que transparents; savons transparents (1)	P	366 bis	Fils de phormium tenax, d'abaca, etc., non polis, etc. (1)	P
312	Savons autres que ceux de parfumerie (1)	P	367 A à E	Fils polis, ficelles, cordages en chanvre, lin, ramie, jute, phormium tenax, abaca ou autres végétaux filamenteux non dénommés, purs ou en mélange (1)	P
Ex. 313	Agar-agar en décoctions, mucilages, parements, etc. (1)	P	367 bis	Cordons et cordonnets tressés, etc. (1)	P
314	Epices préparées (1)	AR	367 ter	Fils polis, ficelles, cordages en papier, cellulose ou textilose (1)	P
315 bis	Sérums, vaccins, etc. (1)	P	368 A à 371	Fils de coton pur ou mélangé (1)	P
315 ter	Sparadraps médicamenteux (1)	P	372 A à 375	Fils de laine pure ou mélangée (1)	P
315 quater	Cordes en boyau ou imitation boyau en soie, etc. (1)	P	376	Fils d'alpaga, etc., purs ou mélangés (1)	P
316	Médicaments composés non dénommés et produits chimiques organiques de synthèse purs ou en mélange sous conditionnement médicamenteux ou pharmaceutique, etc. (1)	P	377 et 378	Fils de poils (1)	P
317	Chicorée, etc. (1)	AR	379	Fils de bourre de soie (schappe) (1)	P
318	Amidons, etc. (1)	AR	380	Fils de soie (1)	P
319	Fécules de pommes de terre ou fécules indigènes (1)	AR	381	Fils de bourrette de soie, etc. (1)	P
319 bis	Tapiocas (1)	AR	381 bis A	Fils de rayonne, etc., y compris les fils de laine artificielle (1)	P
319 ter	Dextrine et autres produits dérivés des fécules, des amidons et autres amylacées non dénommées	P	381 bis B	Déchets et fibres de rayonne ou de matières assimilées (y compris la laine artificielle et le coton artificiel) (1)	P
320	Cire à cacheter	P	382 A à 384 B	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie repris sous ces numéros (1)	P
320 bis	Cire pour la chirurgie dentaire	P	385	Toile cirée; linoléum (y compris le linoléum sur jute) non incrusté (1)	P
320 ter	Cire ou pâte à modeler, etc.	P	385 bis	Linoléum incrusté de toutes épaisseurs (1)	P
321	Bougies de toute sorte (1)	P	385 ter	Tissus de lin, de chanvre ou de ramie repris sous ces numéros (3)	P
322 A	Acide stéarique ouvré autrement qu'en bougies non tarifée ailleurs (1)	P	à 393 bis	Tissus de jute repris sous ces numéros, à l'exception des sacs neufs ou usagés en tissu de jute exportés pleins (4)	P
322 B	Cire ouvrée autrement qu'en bougies, non tarifée ailleurs	P	394 à 402	Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés (1)	P
323	Chandelles (1)	P	403	Tissus de coton repris sous ces numéros (1)	P
325	Colle d'os, de nerfs, de peau, etc. (1)	P	404 à 429	Toiles cirées (1)	P
326 et 326 bis	Gélatine (1)	P	430 et 431	Tissus minces en pièces ou en bandes, façon toile, serge ou croisé, revêtus sur les deux faces d'un enduit à base d'huile, etc. (1)	P
327	Caséine, etc. (1)	P	431 bis	Tissus de lin, de chanvre, de ramie ou de jute imprégnés d'un enduit à base de cellulose nitrée, etc. (1)	P
328	Pain d'épice (1)	AR	432 à 436	Tissus de coton mélangé, le coton dominant en poids (1)	P
329	Sucre de lait (1)	AR	437	Filets de pêche en coton, lin, chanvre, jute et autres végétaux filamenteux (1)	P
330	Cirages, crèmes, enduits et pâtes pour chaussures, harnais, etc.	P	438 à 454	Tissus de laine repris sous ces numéros (1)	P
331 A à J	Briques et pièces de construction réfractaires (1)	P			
332 A à J	Autres produits réfractaires, etc. (1)	P			
Ex. 347 A	Porcelaines autres que de table et de cuisine; statuettes, quelle que soit la date de fabrication (2)	P			
357	Verres d'optique (1)	P			
358 — 2	Pierres précieuses synthétiques, brutes (1)	P			
361	Lampes électriques à incandescence	P			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Lorsque des autorisations auront été délivrées, l'exportation de ces produits ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux.

(3) Engagement de non-réexportation exigible sauf pour ce qui concerne les marchandises reprises sous les nos 390, 391, 392 et 393.

(4) Engagement de non-réexportation exigible sauf pour ce qui concerne les marchandises reprises sous les nos 400 bis, 401 et 402.

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ÉTAT responsable
455	Tissus d'alpaga, de lama, de vigogne, de yack ou de poils de chameau (1)	P	469 <i>quater</i> 2 et 3	Rouleaux ou bandes pour cinématographes sensibilisés	P
456	Tissus de poils de chèvre, purs ou mélangés (1)	P	475	Tuyaux et conduits en papier bitumé	P
456 <i>bis</i>	Tissus de poils de chèvre mohair non dénommés ailleurs (1)	P	476 A à 476 <i>ter</i> C	Peaux tannées ou corroyées reprises sous ces numéros (1)	P
456 <i>ter</i>	Tissus et rubans en tissus genre astrakan, etc. (1)	P	477	Cuir factice ordinaire ou carton-cuir (1)	P
457	Autres tissus de poils purs ou mélangés d'autres filaments, poils dominant en poids (1)	P	477 <i>bis</i>	Cuir artificiel à base de balata, etc. (1)	P
457 <i>bis</i>	Courroies de transmission en poils de chameau, etc. (1)	P	478	Guêtres, molletières et jambières (1)	P
457 <i>ter</i>	Tissus foulés pour tapis et ameublement, en autres poils, etc. (1)	P	479	Parties de chaussures autres qu'en caoutchouc ou en tissu caoutchouté (1)	P
458	Tissus de crin pur ou mélangé, le crin dominant en poids (1)	P	480	Bottes (1)	P
459 A à 459 P III	Tissus de soie, bourre de soie, bourrette de soie, métal et rayonne, repris sous ces numéros (1)	P	481 A à D 482 A	Chaussures en cuir, etc. (1)	P
459 <i>bis</i>	Broderies	P	482 B	Chaussures en tissu de soie, bourre de soie ou rayonne pures ou mélangées, etc. (1)	P
460 A à H	Vêtements, pièces de lingerie et autres articles accessoires du vêtement, etc. (1)	P	482 <i>bis</i> A à C 483	Pantoufles de tous genres (1)	P
460 <i>bis</i>	Cravates, cols-cravates, etc.	P	488 à 489 <i>bis</i>	Chaussures en pelleteries ou garnies de pelleteries (1)	P
460 <i>ter</i>	Faux-cols et manchettes, etc.	P	492 — I	Articles industriels, pièces détachées et organes en cuir naturel, etc. (1)	P
460 <i>quater</i> I	Sacs de chanvre, de lin, de coton ou d'autres tissus autres que le jute, exportés vides (1)	P	493 A à D	Ouvrages en peau ou en cuir naturel ou artificiel :	P
460 <i>quinquies</i>	Drapeaux confectionnés en tissu (1)	P	495 A	Vêtements de toute espèce, etc. (1)	P
460 <i>sexies</i>	Articles confectionnés autres	P	495 B	Pelleteries préparées ou en morceaux cousus	P
461 A à O	Papier ou carte (1)	P	497, 498 et 499 <i>bis</i>	Orfèvrerie d'or et de platine, d'argent et de vermeil	P
461 <i>bis</i>	Papiers de tenture, etc.	P	504	Joaillerie, bijouterie d'or et de platine, d'argent et de vermeil (2) (3)	P
461 <i>ter</i>	Papiers spéciaux dits chimiques	P	504 <i>quater</i>	Horlogerie petit volume :	P
461 <i>quater</i> A	Papier photographique sensibilisé (1)	P	505	Mouvements sans boîtes (à l'exception des mouvements entièrement finis) (1)	P
461 <i>quater</i> B	Pellicules photographiques, etc. (1)	P	505 <i>bis</i>	Horlogerie gros volume :	P
462 A à C	Carton en feuilles, plaques, rouleaux ou bobines enroulées (1)	P	509 A à C	Mouvements de réveils, de pendules, d'horloges, etc. (1)	P
462 <i>bis</i>	Carton moulé, etc. (1)	P	509 <i>bis</i>	Chronomètres de bord, etc. (1)	P
463	Carton découpé ou façonné (1)	P	510 A	Compteurs de tours, d'électricité, autres que ceux du n° 505 <i>bis</i> , d'eau, de gaz, de filature, etc. (1)	P
463 <i>bis</i>	Fibre vulcanisée (carton dit américain) et produits similaires (1)	P	510 D	Compteurs électriques (1)	P
464	Carton assemblé en boîtes ou autrement, etc., de fabrication ordinaire (1)	P		Fournitures d'horlogerie de petit volume, etc. :	P
464 <i>bis</i>	Bobines et tubes coniques et cylindriques dits busettes, pour filature ou tissage (1)	P		Fournitures brutes ou finies, en métal précieux ou non, etc. (1)	P
464 <i>ter</i>	Cartonnages, boîtes et autres de fabrication soignée, etc. (1)	P		Fournitures d'horlogerie de gros volume :	P
464 <i>quater</i>	Lincrusta et similaires (1)	P		Fournitures, etc. (1)	P
465 à 465 <i>ter</i>	Objets en carton ou en cellulose	P		Machines à vapeur fixes et machines de navigation toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur, compresseurs d'air et de gaz divers et tous moteurs non dénommés ailleurs (1)	P
465 <i>quater</i>	Cartons pour photographies, etc. (1)	P		Machines motrices à combustion interne ou à explosion, à gaz, à essence, à pétrole, à alcool, etc. (1)	P
465 <i>quinquies</i>	Cahiers, carnets, calepins, registres, blocs-notes, etc., les mêmes, cartonnés et reliés	P			
465 <i>sexies</i>	Carton-canevas ou carton perforé pour broderie ou autre, non dénommé ailleurs	P			
465 <i>septies</i>	Carton ou carte perforés pour Jacquard (1)	P			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Cet article est également repris aux numéros suivants : 648 *bis* A 2 et 3 (briquets mécaniques, etc., en or, en platine, en argent ou en vermeil); 649 ex. 5 (bijouterie en cheveux montés sur or, platine, argent ou vermeil).

(3) Lorsque des autorisations auront été délivrées, les exportations, par la voie postale, des bijoux comportant l'une des matières suivantes : pierres précieuses, perles, pierres gemmes ou platine, ne pourront être effectuées que par les centres de contrôle douanier ci-après : Paris-rue Choron, Lyon-gare, Marseille-gare et Saint-Claude.

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable
510 E	Moteurs à tête chaude (semi-diesel), y compris ceux pour navigation (1)	P	525 bis E	Matériel fixe de chemin de fer et tramways (1)	P
510 F	Moteurs pour navigation; moteurs à combustibles légers fonctionnant avec magnéto et carburateur (1)	P	525 ter A	Machines à calculer, à cartes perforées, dites machines à statistiquer (1)	P
512 B	Machines locomotives (1)	P	525 ter B	Machines à écrire et leurs pièces détachées; machines à calculer (autres que celles reprises au n° 525 ter A) et leurs pièces détachées (1)	P
512 C	Tracteurs agricoles et autres, etc. (1)	P	525 ter C	Appareils à autographier ou polygraphier de tous systèmes (duplicateurs, cyclostyles, néostyles, etc.) et leurs pièces détachées (1)	P
513	Tenders de machines à vapeur locomotives (1)	P	525 quinquies	Appareils de chargement pour hauts fourneaux, gueulards de hauts fourneaux, etc. (1)	P
Ex. 519 bis	Métiers à tulle, dentelle, guipure, y compris les métiers à tirettes à un ou plusieurs fils, usagés	P	525 sexes	Matériel pour le dépôt de l'asphalte, bitume, chaux, ciment, etc. (1)	P
524 A 1 à 6	Machines dynamoélectriques et transformateurs électriques industriels à sec ou immergés, pesant par appareil 10 kilogrammes et au-dessus (1)	P	525 octies B	Appareils pour l'industrie chimique ayant un revêtement intérieur ou extérieur de plomb, le poids de ce plomb dépassant 33 pour 100 du poids total (1)	P
524 B	Machines dynamoélectriques pour l'équipement des véhicules automobiles de toutes sortes, etc. (1)	P	19 à 27	Machines et appareils non dénommés ou non classés ailleurs (1)	P
52 bis A	Appareils d'allumage des moteurs à explosion de toute espèce (1)	P	Ex. 525 octies C	Chaudières à vapeur ou générateurs de vapeur, etc. (1)	P
524 bis B	Appareils pour la coupure, le réglage, la protection, la distribution du courant électrique, etc. (1)	P	526 bis	Chaudières tubulaires ou semi-tubulaires et chaudières à gaz chauds, etc. (1)	P
524 bis C	Appareils de soudure électrique, à l'exclusion des fers à souder électriques (1)	P	526 ter	Chaudières multitubulaires ou aquatubulaires (1)	P
524 bis E	Appareils pour la téléphonie, appareils pour la télégraphie autres que ceux repris aux n°s 524 bis F et G (1)	P	526 quater	Appareils dits économiscurs et similaires, etc. (1)	P
524 bis F	Appareils de télégraphie automatique ou rapide (1)	P	526 quinquies A	Chaudières découvertes, etc. (1)	P
524 bis G	Appareils de télégraphie et téléphonie sans fils, à l'exclusion des lampes importées isolément (1)	P	526 quinquies B	Les mêmes, galvanisées, émaillées, étamées ou plombées (1)	P
524 bis H	Appareils pour la signalisation et le contrôle électrique à distance, etc. (1)	P	532	Radiateurs pour calorifères (1)	P
524 bis I	Appareils de mesures électriques, à l'exclusion des compteurs repris au n° 505; transformateurs afférents auxdits appareils (1)	P	532 bis	Récipients ou réservoirs de grandes dimensions, non tarifés ailleurs, etc. (1)	P
524 bis J	Appareils d'électricité médicale (1)	P	533 A	Pièces détachées de machines et de transmissions en fonte moulée, tournées, limées ou ajustées (1)	P
Ex. 524 bis K	Fours électriques industriels de tout genre (1)	P	533 B	Cylindres de laminoirs bruts (1)	P
524 bis M	Appareils électriques et électrotechniques, etc.: perceuses, polisseuses, petites pompes, etc. (1)	P	533 quater	Réducteurs de vitesse (1)	P
524 bis N	Appareils électriques et électrotechniques non mentionnés dans les paragraphes précédents (1)	P	533 sexes	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, en fonte malléable (1)	P
525 A à E	Machines-outils et appareils similaires (1).	P	533 bis	Organes de transmission (bagues, manchons, etc.) en fonte moulée, en fer ou en acier moulé ou estampé et en fonte malléable, ces métaux assemblés ou non (1)	P
525 G à E	Machines et mécaniques pour le façonnage et le travail du bois et des ouvrages en bois:	P	533 ter	Essieux droits montés pour matériel de chemin de fer et tramways (1)	P
Ex. 525 F	A ébaucher ou façonner les bois de fusils (1)	P	533 quater	Arbres droits pleins (1)	P
	A mortaiser, à chaînes dentées (1).	P		Arbres droits forés, arbres à manivelle, arbres coudés (1)	P
	A scier, à dents articulées (1)	P		Pièces détachées de chaudières et d'appareils similaires en tôle emboutie ou soudée; foyers cylindriques pour chaudières à foyer intérieur (1)	P
525 bis C I	Appareils de levage, y compris les ascenseurs et leurs câbles à dispositif et presses non tarifées ailleurs (1)	P			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable
533 septies A à F	Roulements annulaires et butées à billes, à rouleaux ou à galets, pour tous usages, munis ou non de leurs billes ou galets (1)	P	567 ter	Récipients ou réservoirs en fer ou en acier pour gaz comprimés ou liquéfiés (1)	P
533 octies	Bâtis et carcasses de dynamos et de moteurs électriques, etc. (1)	P	Ex. 568 A	Récipients ou réservoirs, viroles, corps de chaudières, ballons, collecteurs, bouilleurs, etc., en fer ou en acier monobloc forgés, sans soudure ou soudés (1)	P
534	Ressorts, en acier pour carrosserie, automobiles, wagons ou locomotives (1)	P	568 B	Tous articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommée, à l'exception des articles de ménage (1)	P
535	Pièces détachées de cuivre pur ou allié, etc. (1)	P	572	Réservoirs, foudres, cuves en fer, acier ou fonte acièreuse; fûts, tonneaux ou tonnelets en fer ou en acier, ou en tôle de fer ou d'acier, etc. (1)	P
535 bis A	Pièces détachées de machines et de transmission non dénommées de deux ou plusieurs métaux, etc. (1)	P	572 bis A	Ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain: chaudronnerie, etc. (1)	P
535 bis B	Pièces détachées et appareils accessoires comportant des parties en métaux à base de nickel ou de chrome (1)	P	572 bis B	Outils en cuivre, etc.:	P
535 ter A à C	Fils, câbles et cordons pour l'électricité (1)	P	572 bis E	Appareils pour la soudure autogène, etc. (1)	P
536	Pièces détachées se rapportant à l'électricité (1)	P	573 A — 2	Autres instruments ou appareils à souder, braser, ou usages similaires (1)	P
536 bis	Lampes électriques à arc et pièces métalliques détachées en fer ou en acier (1)	P	573 B	Outils non visés aux paragraphes précédents (1)	P
536 quater	Boîtiers de lampes électriques portatives de toutes formes, etc. (1)	P	573 C	Objets d'art et d'ornement en cuivre ou en bronze:	P
537 — 3	Outils emmanchés ou non, en fonte, en fer ou en acier:	P	575	Articles d'orfèvrerie: autres (2)	P
537 — 5 et 6	Scies circulaires à dents non rapportées pour le travail des métaux à chaud (1)	P	576 et 576 bis	Emaux cloisonnés (2)	P
537 — 7 à 12	Scies à main et pour machines (1)	P	576 ter	Statues de grandeur naturelle au moins (2)	P
537 — 16 à 22	Limes et râpes, etc. (1)	P	576 quater	Autres objets non dénommés en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain (1)	P
537 — 23	Etaux de tout genre, cages de filières, etc. (1)	P	576 quinquies	Ouvrages en plomb (1)	P
537 — 24	Forets hélicoïdaux, etc. (1)	P	577	Accumulateurs électriques, etc. (1)	P
537 — 26 et 27	Lames de cisailles, outils à fileter, tourner, etc. (1)	P	578 A et B	Piles électriques (1)	P
541 et 542	Autres outils (1)	P	Ex. 579 A	Condensateurs électriques et leurs pièces détachées (1)	P
543	Toiles métalliques (1)	P	Ex. 579 B	Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié de zinc, d'antimoine ou de plomb (3)	P
546 bis	Grillages en fer ou en acier (1)	P	579 C et D	Ouvrages en zinc allié ou non au plomb, non dénommés ou classés ailleurs (1)	P
552 à 555 bis	Boucles, agrafes, crochets, etc.	P	579 bis A à I	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés:	P
556	Ouvrages en fonte moulée (1)	P	581	Couverts de table (cuillers, fourchettes, louches, manches à couteaux non montés) autres qu'en métaux nickelés	P
557 bis	Ouvrages en fonte moulée non visés ci-dessus (1)	P	582	Orfèvrerie de table, d'ameublement, d'ornement, de toilette, etc., vaisselle de table, autres qu'en métaux nickelés	P
558 et 558 bis	Ferronnerie (1)	P		Autres objets (1)	P
558 ter	Ferrures de voitures, etc. (1)	P		Ouvrages en aluminium ou en plaqué d'aluminium, y compris le bronze d'aluminium à plus de 20 pour 100 d'aluminium (1)	P
561	Câbles de fer et d'acier, etc. (1)	P		Armes de commerce (1)	P
561 bis	Ronces artificielles (1)	P		Armes d'affût et affûts (1)	P
562	Ancre (1)	M			
562 bis A et B	Chaines, etc. (1)	P			
563	Crampons à glace, etc. (1)	P			
563 bis	Clous (1)	P			
564 bis	Pointes, etc. (1)	P			
565	Vis, pitons, etc. (1)	P			
566 et 566 bis	Rondelles brisées, etc. (1)	P			
566 ter	Tubes en fer ou en acier (1)	P			
567 et 567 bis		P			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Lorsque des autorisations auront été délivrées, l'exportation de ces produits ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux.

(3) Engagement de non-réexportation exigible sauf pour ce qui concerne l'orfèvrerie de table, d'ameublement, etc. (nos 577-5 et 6).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable
583	Poudres à tirer (1)	P	614 septies	Parties et pièces détachées d'aérostats, d'aéroplanes, etc. (1)	AV
584	Dynamite (1)	P	614 octies	Moteurs pour aérostats, aéroplanes, etc.; parties et pièces détachées desdits moteurs (1)	AV
585	Capsules de poudre fulminante (1)	P	615 à 618	Embarcations (1)	(2) M
585 bis	Détonateurs pour mines avec amorce électrique (1)	P	618 ter	Embarcations automobiles à moteur électrique ou à explosion (1)	M
586	Cartouches (1)	P	619	Agrès et appareils de navires non dénommés (1)	M
587	Projectiles (1)	P	620 A à R	Ouvrages en caoutchouc et gutta-percha, balata et similaires, y compris le caoutchouc synthétique; non tarifés ailleurs (1) (3)	P
588	Mèches de mineurs (1)	P	620 bis A	Ouvrages en amiante ou asbeste (1)	P
597	Pièces de charpente et de charonnage façonnées (1)	P	620 bis B	Garnitures de frictions pour freins, etc., à base d'amiante, de cellulose, etc. (1)	P
600	Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés, planches, frises ou lames de parquets, rabotées, rainées et (ou) bouvetées (1)	P	620 ter	Mica en feuilles ou plaques; objets en mica, etc. (1)	P
603 quater A	Feuilles et feuillets de placage, etc. (1)	P	621 à 625	Feutres (1)	P
603 quater B	Placages et contreplacages (1)	P	626 à 628 G	Chapeaux, cloches, plateaux, bérêts, casquettes, bonnets et autres coiffures repris sous ces numéros	P
Ex. 603 quater C	Bois de fusils et autres armes à feu, bruts, ébauchés, finis de plus de 35 millimètres d'épaisseur (1)	P	630 quater C	Bougies d'allumage pour tous moteurs à carburation, etc. (1)	P
	Caisses, et caissettes d'emballage vides (1)	P	630 quater D	Pièces isolantes pour bougies d'allumage, etc. (1)	P
	Panneaux en fibres de bois dur comprimé (1)	P	630 sexies	Isolateurs pour l'électricité en stéatite, stécolithe, etc. (1)	P
601—31 à 33	Avertisseurs phoniques pour automobiles et autres usages, etc. (1)	P	632	Liège naturel élaboré (1)	AB
606 à 607 ter	Tresses, nattes ou bandes reprises sous ces numéros (1)	P	633	Liège aggloméré ouvré (1)	AB
607 quater A	Tissus ou bandes tissées, etc. (1)	P	633 bis	Liège ouvré (coiffures) (1)	AB
608	Tapis en coco, en aloès, en sparte	P	634	Instruments d'astronomie et de cosmographie (1)	P
610	Jones, rotins roseaux (moelles de)	P	634 bis	Instruments d'arpentage, de nivellement, de levés de plans (1)	P
610 bis	Rotins filés	P	634 ter A	Instruments de dessin (1)	P
612	Chapeaux, cloches, plateaux et autres coiffures de copeaux de bois, de paille, etc.	P	Ex. 634 ter B	Instruments de mesurage, de vérification et de calibrage, à l'exception des mètres en toile cirée ou autre tissu, même avec extrémité en métal commun nickelé ou non, celluloïd, etc. (1)	P
613	Cordages de sparte, de tilleul et de junc (1)	P	634 ter C	Baromètres (1)	P
614 — 5 à 16	Voitures de voies ferrées, garnies ou non garnies (1)	P	634 quater A	Instruments de démonstration et d'essais (1)	P
	1 ^o — Bicyclettes, tricycles, motocycles et motocyclettes, y compris les véhicules de l'espèce pour enfants (1)	P	634 quater B	Appareils de géodésie, de topographie, de mesures d'angles, etc. (1)	P
614 bis	2 ^o — Accessoires et pièces détachées de vélocipèdes (1)	P	635 A à C	Instruments d'observation et d'optique (1)	P
	Voitures automobiles:		Ex. 635 bis A	Appareils pour la photographie et ses applications, à l'exception des appareils photographiques à main et leurs objectifs, oculaires, lentilles, etc., ne pouvant servir à des usages militaires (1)	P
614 ter A	Pour le transport des personnes (1)	P		Appareils et instruments employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire (1)	P
	Pour le transport des marchandises (1)	P			
614 ter B	Accessoires, parties et pièces détachées pour toutes voitures automobiles, travaillées ou ayant subi un assemblage, un ajustage ou un emboutissage (1)	P			
614 ter C	Phares, lanternes et autres, etc. (1)	P			
614 quater	Chariots automobiles pour manutention et transport dans les magasins, fabriques, gares, etc. (électro-cars) (1)	P			
614 quinquies	Aérostats (1)	AV			
614 sexies	Aéroplanes et autres appareils plus lourds que l'air (1)	AV			

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Secrétariat d'Etat à la production industrielle pour ce qui concerne les canots démontables à coque en caoutchouc, etc. (no 617 bis).

(3) Cet article est également repris au no 641 bis 7 (Tabletterie de caoutchouc durci).

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable	NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SECRETARIAT D'ETAT responsable
637 Ex. 1 Ex. 639 bis	Jumelles autres que de théâtre (1) Tabletterie d'ivoire, pièces sculptées, sculptures bronze et ivoire, sculptures Chine et Japon (2)	P P	647 bis 648 ter B	Corsets, ceintures-corsets, brassières et soutien-gorge, etc.	P P
645 645 bis	Boutons Fermetures à glissières ou rubans-coulisses, etc. (1)	P P	650 652	Cérium métal, ferrocérium, etc. (1) Chapeaux de femmes, et de fillettes, de toutes sortes, etc.	P P
Ex. 646 C	Masques à gaz (1)	P	654	Parapluies, parasols, ombrelles et en-cas, etc. Objets de collection hors de commerce (2)	P P

(1) Engagement de non-réexportation exigible (voir art. 4 ci-dessus).

(2) Lorsque des autorisations auront été délivrées, l'exportation de ces produits ne pourra s'effectuer que par les bureaux de douane de Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux.

L'exportation, par la voie postale, des timbres-poste ne pourra être faite que par les centres de contrôle douanier de Paris-rue Choron, Lille, Lyon-gare et Marseille-gare.

TABLEAU B

Liste des pays de destination soumis à la formalité de l'engagement de non-réexportation
Espagne (1) — Irlande. — Portugal (1) — Turquie.

(1) Y compris les îles adjacentes.

TABLEAU C

Liste des marchandises dont la prohibition d'exportation est maintenue sous les modalités antérieures

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	TEXTES INSTITUTIFS DE LA PROHIBITION
Ex. 15 Ex. 48 Ex. 170 Ex. 407, ex. 431, ex. 459, ex. 466, ex. 466 bis, ex. 469, ex. 470, ex. 471	Chiens de forte race Huîtres plates indigènes et portugaises (gryphées, de moins de 5 cm., suivant leur plus grand diamètre) Bulbilles de narcisses ayant une circonférence de 11 cm. et moins Cartes topographiques à l'échelle 1/200000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par le service géographique de l'armée et par ses annexes d'outre-mer. Cartes géographiques à l'échelle du 1/100000 ^e et aux échelles plus grandes publiées par des éditeurs privés mentionnant spécialement les installations hydroélectriques ainsi que les lignes de transport de force et, d'une manière générale, tous renseignements susceptibles d'intéresser la défense nationale, à l'exception des cartes routières et touristiques	Loi du 11 janvier 1892, tableau B, n° 655 Décrets des 30 mai 1889 et 8 septembre 1930. Décret du 29 décembre 1926.
469 quater 473 Divers	Films cinématographiques impressionnés Contrefaçons en librairie Matériel de guerre; produits explosifs et matières premières diverses pouvant être utilisés pour la fabrication des poudres et explosifs, produits pouvant contenir des matières premières pour la fabrication des gaz de combat Pigeons voyageurs Substances vénéneuses Matières d'or (or monnayé, or en barres, en lingots ou en plaques, or à usage industriel ou autre, déchets et objets d'or). Capitaux (moyens de paiement; pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, billets de banque français coloniaux ou étrangers, chèques, coupons, arrérages, lettres de crédit, traites, effets, droits de souscription et toutes autres créances de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle elles sont libellées, valeurs mobilières, titres de propriété ou de créance)	Décret du 25 août 1939. Décret-loi du 24 août 1939. Décrets des 27 août et 12 septembre 1939. Loi du 11 janvier 1892, tableau B, n° 656. Lois du 15 octobre 1940 et arrêté du 18 novembre 1940. Code des douanes, art. 28; loi du 24 avril 1941, art. 22. Lois des 19 juillet 1845, 12 juillet 1916 et 13 juillet 1922; décret-loi du 29 juillet 1939, art. 130, décrets des 14 septembre 1916, 12 octobre 1928, 20 mars 1930 et 9 novembre 1937. Décret-loi du 9 septembre 1939, art. 3. Loi du 22 février 1941; décret du 24 avril 1940, art. 21 à 24; arrêté ministériel du 22 février 1941. Décret-loi du 9 septembre 1939, art. 1 ^{er} et 2; décret-loi du 24 avril 1940, art. 1 ^{er} ; loi du 18 octobre 1940; décret du 24 avril 1940, art. 1 ^{er} à 20; décret du 10 octobre 1940, art. 1 ^{er} ; décret du 20 décembre 1940, art. 1 ^{er} .

Répression des publications obscènes

N° 589 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 3 juillet 1942 étendant aux territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française les dispositions de la convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes signée à Genève le 12 septembre 1923.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française et notamment les articles 119 à 125;

Vu la convention internationale du 12 septembre 1923 relative à la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes;

Vu la loi du 23 août 1929 ratifiant la convention susvisée;
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes signée à Genève le 12 septembre 1923 est étendue aux territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 3 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVÉ.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

N° 591 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 3 août 1942 relatif à la répression de la fabrication, de la circulation et du trafic des publications obscènes dans les territoires relevant du Haut-Commissariat de l'Afrique française.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la convention internationale du 12 septembre 1923 relative à la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes;

Vu le décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises et notamment les articles 119 à 125;

Vu le décret du 29 décembre 1941 portant application aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Inde et l'Indochine des dispositions de la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 1.200 à 60.000 francs quiconque aura :

Fabriqué ou détenu en vue d'en faire commerce, distributions, location, affichage ou exposition;

Importé ou fait importer, exporté ou fait exporter, transporté ou fait transporter sciemment aux mêmes fins;

Affiché, exposé ou projeté aux regards du public;
Vendu, loué, mis en vente ou en location, même non publiquement;

Offert, même à titre gratuit, même non publiquement, sous quelque forme que ce soit, directement ou par un moyen détourné;

Distribué ou remis, en vue de leur distribution par un moyen quelconque,
tous imprimés, tous écrits, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, matrices ou reproductions pornographiques, emblèmes, tous objets ou images contraires aux bonnes mœurs.

ART. 2. — Sera puni des mêmes peines :

Quiconque aura fait entendre publiquement des chants, cris ou discours contraires aux bonnes mœurs;

Quiconque aura publiquement attiré l'attention sur une occasion de débauche ou aura publié une annonce ou une correspondance de ce genre, quels qu'en soient les termes.

ART. 3. — Quand les délits prévus par le présent décret seront commis par la voie de la presse, les gérants ou éditeurs seront, pour le fait seul de la publication, passibles comme auteurs principaux des peines portées ci-dessus.

A leur défaut, l'auteur et, à défaut de l'auteur, les imprimeurs, distributeurs et afficheurs seront poursuivis comme auteurs principaux.

Lorsque l'auteur n'est pas poursuivi comme auteur principal, il sera poursuivi comme complice.

Pourront être poursuivis comme complices et, dans tous les cas, toutes personnes auxquelles l'article 60 du code pénal pourrait s'appliquer.

Les importateurs, exportateurs ou transitaires qui ont participé sciemment aux délits commis par la voie de la presse et visés à l'article 1^{er} du présent décret pourront être poursuivis directement comme auteurs principaux.

ART. 4. — Les peines seront portées au double si le délit a été commis envers un mineur.

ART. 5. — Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque, ayant été condamné à une peine quelconque par application des articles 1^{er} à 4 qui précèdent aura, dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation est devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application du présent décret.

En cas de récidive, la peine d'emprisonnement prévue par le présent décret pourra être portée au double. La peine d'amende pourra être portée au double. La peine d'amende pourra être relevée jusqu'à 600.000 francs.

ART. 6. — Les peines édictées ci-dessus pourront être prononcées alors même que les divers actes qui constituent les éléments des infractions auraient été accomplis dans des pays différents.

ART. 7. — La poursuite aura lieu devant le tribunal correctionnel, suivant les règles édictées par le code d'instruction criminelle.

Toutefois, lorsque l'infraction aura été commise par la voie du livre, la poursuite ne pourra être exercée qu'après avis d'une commission spéciale dont la composition et le fonctionnement seront fixés par arrêté du haut-commissaire de l'Afrique française.

ART. 8. — Les officiers de police judiciaire pourront, avant toute poursuite, saisir les écrits, imprimés (autres que les livres), dessins, gravures, dont un ou plusieurs exemplaires auront été exposés au regard du public et qui, par leur caractère contraire aux bonnes mœurs présenteraient un danger immédiat pour la moralité publique. Ils pourront de même saisir, arracher, lacérer ou recouvrir les affiches de même nature.

Le tribunal ordonnera la saisie et la destruction des objets ayant servi à commettre le délit; il pourra, toutefois, si le caractère artistique de l'ouvrage en justifie la conservation, ordonner que tout ou partie en sera versé aux collections ou dépôt de l'Etat.

Les écrits, imprimés, dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, films ou clichés, rouleaux ou disques, emblèmes ou autres objets ou images visés à l'article 1^{er} ci-dessus, importés de France pourront, avant toute poursuite, être saisis à la frontière par les officiers de police judiciaire.

ART. 9. — Les incapacités édictées par l'article 15 (§ 6) du décret organique du 2 février 1852 ne sont encourues en raison d'une condamnation pour un des délits ci-dessus spécifiés qu'autant que la peine prononcée sera supérieure à six jours d'emprisonnement. La durée de l'incapacité sera réduite à une période de cinq ans à compter du jour où la condamnation sera devenue définitive.

Toutefois, cette réduction ne sera pas applicable si le condamné était en état de récidive, dans les conditions fixées par l'article 5 du présent décret.

ART. 10. — L'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 est complété ainsi qu'il suit :

« La même peine sera appliquée pour infraction constatée à la publication par tous moyens, de photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un des crimes et délits prévus aux sections 1, 2, 3 et 4 du chapitre 1^{er} du titre II du livre III du code pénal.

« Toutefois, il n'y aura pas de délit lorsque la publication aura été faite sur la demande écrite du juge chargé de l'instruction.

« Cette demande restera annexée au dossier de l'instruction ».

ART. 11. — Sont abrogés l'article 28 de la loi du 29 juillet 1881, les lois du 2 août 1882, du 16 mars 1898 et du 7 avril 1908 et tous autres textes contraires aux dispositions de la présente section.

ART. 12. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 3 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHELEMY.

Biens juifs

N^o 590 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 4 juillet 1942 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs, et notamment l'article 25;

Vu l'avis du commissaire général aux questions juives;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat aux finances;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi susvisée du 22 juillet 1941 est applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies dans les conditions ci-après :

En vue d'éliminer toute influence juive dans l'économie coloniale, le chef de la colonie (haut-commissaire de la France dans le Pacifique, haut-commissaire de l'Afrique française, gouverneur général de Madagascar, gouverneurs des colonies autonomes) peut nommer un administrateur provisoire à :

1^o — Toute entreprise industrielle, commerciale, immobilière ou artisanale;

2^o — Tout immeuble, droit immobilier ou droit au bail quelconque;

3^o — Tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque;

4^o — Toute concession rurale, forestière ou urbaine, à titre provisoire ou à titre définitif;

5^o — Tout permis d'occuper provisoire;

6^o — Tout permis de recherche ou d'exploitation et toute concession accordée en matière minière,

lorsque ceux à qui ils appartiennent, ou qui les dirigent, ou certains d'entre eux sont Juifs, ou lorsqu'ils ont été vendus ou cédés par des Juifs depuis le 23 mai 1940, dans des conditions n'assurant pas l'élimination de toute influence juive mais, dans ce dernier cas, à condition que la nomination de l'administrateur provisoire intervienne au plus tard un an à dater de la publication du présent décret.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux valeurs émises par l'Etat français et aux obligations émises par les sociétés ou collectivités publiques françaises ou par les sociétés et collectivités publiques des territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, des pays de protectorat et des pays sous mandat;

Et, sauf exception motivée,

Aux immeubles ou locaux servant à l'habitation personnelle des intéressés, de leurs ascendants ou descendants, ni aux meubles meublant qui garnissent lesdits immeubles ou locaux.

TITRE PREMIER

RÔLE ET POUVOIRS DES ADMINISTRATEURS PROVISOIRES

SECTION I

Dispositions générales

ART. 2. — La prise en charge de l'administrateur provisoire est précédée d'un inventaire descriptif et estimatif des biens.

Cet inventaire est établi en trois exemplaires, dont l'un est conservé par l'administrateur provisoire; les

deux autres étant respectivement remis au chef de la colonie et à l'administré.

ART. 3. — La nomination de l'administrateur provisoire entraîne le dessaisissement des personnes auxquelles les biens appartiennent, ou qui les dirigent.

L'administrateur provisoire a de plein droit, dès sa nomination, les pouvoirs les plus étendus d'administration et de disposition; il les exerce au lieu et place des titulaires des droits et actions, ou de leurs mandataires et, dans les sociétés, au lieu et place des mandataires sociaux ou des associés avec ou sans leur agrément.

Ses pouvoirs s'étendent à la totalité ou à une partie seulement de l'entreprise.

ART. 4. — Les actes d'administration ou de disposition qui seraient passés en ce qui concerne les biens et entreprises administrés sans le consentement de l'administrateur provisoire après la publication de sa nomination au *Journal officiel* de la colonie sont nuls de plein droit.

Les actes antérieurs à cette publication sont annulables s'ils n'assurent pas la transmission des biens en vue d'en éliminer toute influence juive.

L'action en annulation est poursuivie à la requête de l'administrateur provisoire devant les juridictions compétentes. Elle se prescrit dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle l'administrateur provisoire a eu connaissance de l'acte, et en tous cas dans le délai de deux ans après la passation de cet acte.

ART. 5. — A partir de la publication de la nomination de l'administrateur provisoire au *Journal officiel* de la colonie, toutes poursuites ayant trait aux biens soumis à l'administration sont introduites ou reprises exclusivement par cet administrateur provisoire ou contre lui.

ART. 6. — Il est fait mention au registre du commerce de toute nomination d'administrateur provisoire d'une entreprise astreinte à l'immatriculation à ce registre.

ART. 7. — L'administrateur provisoire doit gérer en bon père de famille. Il est responsable, devant les tribunaux judiciaires, comme un mandataire salarié, conformément aux règles du droit commun.

ART. 8. — L'administrateur provisoire qui, dans un but personnel, a, de mauvaise foi, fait des pouvoirs dont il disposait un usage contraire aux intérêts qui lui étaient confiés ou aux obligations résultant de ses fonctions, est puni des peines portées à l'article 405 du code pénal, tel qu'il a été modifié par les décrets-lois des 16 juillet et 8 août 1935.

ART. 9. — Toutes les actions en matière civile ou commerciale contre l'administrateur provisoire, relatives à l'accomplissement de sa mission, se prescrivent par dix ans à dater de la notification par ses soins du compte de gestion et de liquidation au chef de la colonie et à l'administré.

ART. 10. — Les administrateurs provisoires exercent leurs pouvoirs sous le contrôle du chef de la colonie qui fixe notamment les conditions de leur recrutement, de leur nomination, de l'établissement des inventaires de prise en charge, et des comptes de gestion et de liquidation.

Après de chaque entreprise gérée par un administrateur provisoire, il pourra être placé un ou plusieurs commissaires aux comptes, inscrits sur la liste de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve

l'entreprise considérée. Ces commissaires sont désignés par arrêté du chef de la colonie.

Un arrêté du chef de la colonie soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat aux colonies détermine les conditions de rémunération des administrateurs provisoires.

SECTION II

Règles spéciales à l'administration des domaines

ART. 11. — L'administration des domaines est de plein droit administrateur provisoire des actions et parts bénéficiaires que le chef de la colonie décide de placer spécialement sous administration provisoire.

Elle peut être également chargée, par décision du chef de la colonie, d'assurer l'administration des biens et droits énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, dans tous les cas où l'importance de ces biens ou droits n'a pas été jugée suffisante pour justifier la désignation d'un administrateur provisoire.

Cette administration est représentée à cet effet par un de ses agents désigné par le chef de la colonie.

Si la société émettrice des actions et des parts bénéficiaires a été pourvue d'un administrateur provisoire, ce dernier est administrateur provisoire des actions et des parts bénéficiaires appartenant à des Juifs tant que le chef de la colonie n'a pas pris une décision spéciale concernant ces titres en vertu de l'alinéa 1^{er} ci-dessus.

ART. 12. — En qualité d'administrateur provisoire, l'administration des domaines est chargée, avec les pouvoirs les plus étendus, d'administrer et de vendre dans les conditions fixées au titre II, avec ou sans le consentement des intéressés, les titres qu'elle est chargée d'administrer en vertu de l'article 11.

ART. 13. — A compter du jour de la publication au *Journal officiel* de la colonie de la décision du chef de la colonie visée à l'article 11 et jusqu'au jour du versement par l'administration des domaines à la caisse des dépôts et consignations du produit de la vente des titres, toutes significations ou autres actes émanant des créanciers, et généralement de tous les intéressés en ce qui concerne les titres administrés par les domaines, sont valablement notifiés à cette administration.

Toutefois, ceux de ces actes ou significations qui concerneraient de simples créanciers chirographaires ne vaudront que comme actes interruptifs de prescription et ne pourront en aucun cas mettre obstacle à la réalisation des titres à laquelle l'administration des domaines pourra procéder sans qu'il ait été statué sur les actes et significations.

En cas de réalisation des titres, les droits des créanciers chirographaires et ceux de tous autres intéressés sont reportés sur le produit de cette réalisation.

A compter du versement à la caisse des dépôts et consignations, tous paiements aux créanciers ou toute répartition amiable ou judiciaire des fonds versés seront faits dans les formes légales à l'encontre ou par les soins d'un mandataire de justice désigné par ordonnance sur requête rendue par le président du tribunal civil à la demande du créancier le plus diligent.

Toute procédure engagée par les créanciers ou tous autres intéressés sera poursuivie exclusivement contre ce mandataire de justice.

TITRE II

RÈGLES APPLICABLES A LA TRANSMISSION
DES BIENS ADMINISTRÉS

SECTION I

Ventes

ART. 14. — Toute aliénation d'une entreprise, d'un bien immobilier ou mobilier quelconque, placé sous administration provisoire, à l'exception des titres vendus en bourse, n'est valable qu'après approbation par le chef de la colonie, qui vérifie notamment si l'élimination de l'influence juive est effective et si le prix de vente est normal.

ART. 15. — Si les biens administrés appartiennent à des personnes incapables, la réalisation des biens peut avoir lieu sans le concours des mandataires légaux, mais il doit être procédé dans les formes prescrites par les lois en vigueur. Toutefois, l'administrateur provisoire est dispensé tant de l'autorisation du conseil de famille que de l'assistance ou du concours du mari.

ART. 16. — Dans toutes les hypothèses prévues aux articles 14 et 15, lorsqu'il s'agit d'immeubles ou de fonds de commerce, l'acte de vente ou le cahier des charges devra comporter une clause obligeant l'acquéreur ou l'adjudicataire à ne pas céder l'immeuble ou le fonds à lui vendu ou adjugé avant un délai de trois ans.

En outre, la vente devra avoir lieu autant que possible au comptant. La caisse des dépôts et consignations sera chargée du recouvrement pour le compte de l'administré du solde du prix revenant à ce dernier qui ne sera pas payé comptant. Ce recouvrement sera effectué dans les conditions prévues par l'article 7 du décret du 15 décembre 1875.

SECTION II

Liquidation amiable ou judiciaire

ART. 17. — Un liquidateur doit être désigné par une ordonnance sur requête du président du tribunal de commerce ou du tribunal en tenant lieu dès que l'administrateur provisoire se trouve dans l'impossibilité de vendre à l'amiable en totalité les éléments du fonds de commerce dépendant des biens administrés.

ART. 18. — Si les biens administrés ont été ou viennent à être pourvus d'un syndic ou d'un liquidateur judiciaire, l'administrateur provisoire reste, dans la procédure, substitué ou liquidé pour tous les actes concernant ce dernier.

ART. 19. — Lorsque des biens sont dans l'indivision, ou en communauté entre des Juifs et des non Juifs, ces derniers pourront, que la part des Juifs ait été ou non placée sous administration provisoire, demander, dans un délai de quatre mois à dater de la publication du présent décret au *Journal officiel* de la colonie, la dissolution de cette indivision ou communauté et la liquidation de leurs droits et ce, nonobstant toute convention contraire.

Un administrateur pourra être temporairement nommé par le président du tribunal civil pour gérer les biens indivis ou communs tant que le partage n'en aura pas été effectué.

S'il s'agit d'une communauté conjugale, la liquidation en sera poursuivie à la requête du conjoint non Juif, suivant les formes prévues par les articles 1443 et suivants du code civil pour la séparation de biens judiciaires.

L'épouse, qu'elle soit Juive ou non, pourra accepter ou refuser la communauté, conformément aux mêmes articles.

En même temps qu'il prescrira la séparation de biens, le jugement désignera un notaire qui sera chargé de procéder à la liquidation et au partage de la communauté, suivant les règles du droit commun.

TITRE III

PRODUIT DES RÉALISATIONS

ART. 20. — Le montant du prix de vente ou de cession des titres vendus ou cédés par l'administration des domaines est versé par cette dernière à un compte de dépôt ouvert au nom de l'administré à la caisse des dépôts et consignations, sous déduction des frais de régie perçus au profit du trésor au taux et dans les conditions qui seront fixés par arrêté du chef de la colonie et sous réserve des droits des créanciers.

Sont également versés sous la même réserve à la caisse des dépôts et consignations, au compte de l'administré, sur l'ordre du chef de la colonie :

1^o — Le produit des réalisations de toutes sortes opérées par les administrateurs provisoires nommés en vertu de l'article 1^{er};

2^o — Les soldes des comptes de dépôt et généralement toutes sommes dont les propriétaires sont Juifs.

ART. 21. — Un prélèvement préalable de 10 p. 100 du montant, après extinction du passif des sommes dont le versement à la caisse des dépôts et consignations est prévu par l'article précédent, est effectué par le chef de la colonie et versé à un compte de dépôt à ouvrir dans les écritures de la caisse des dépôts et consignations.

La moitié de ce prélèvement est perçue à titre provisionnel, dès le versement des sommes à la caisse des dépôts et consignations, sur le montant brut, sous réserve de régularisation ultérieure.

Sur le compte ainsi ouvert le chef de la colonie prélève les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration provisoire et de contrôle des entreprises déficitaires ou dont les disponibilités ne permettent pas de supporter cette charge; le surplus constitue un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux Juifs indigents.

A ce compte sont également versées les sommes prélevées à titre de frais d'administration provisoire en excédent des émoluments effectivement perçus par l'administrateur provisoire.

ART. 22. — Avec l'autorisation du chef de la colonie, des acomptes peuvent être remis aux administrés ou aux ayants droit par les administrateurs provisoires, sur les produits de leur gestion, ou par la caisse des dépôts et consignations, sur les fonds versés.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 23. — Tout Juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux mesures prises en vertu du présent décret au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 200.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes peines seront encourues par toute personne, même non Juive, qui, soit en son nom, soit pour le compte d'une personne morale, se sera interposée pour éluder les dispositions du présent décret.

ART. 24. — Le chef de la colonie a qualité pour provoquer éventuellement, en vue de l'application du présent décret, toutes expertises amiables ou judiciaires ainsi que toutes enquêtes nécessaires.

Si l'expertise et, éventuellement, l'enquête doivent être poursuivies dans le territoire métropolitain, elles seront confiées au commissaire général aux questions juives.

ART. 25. — Les dispositions du présent décret sont applicables de plein droit aux administrateurs provisoires déjà nommés ou qui le seront ultérieurement en vertu de la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants, rendue applicable aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, par décret du 16 janvier 1941, modifiée par la loi du 14 août 1941, lorsque ceux à qui les entreprises ou les biens placés sous administration provisoire appartiennent ou qui les dirigent, ou certains d'entre eux sont Juifs, ou lorsque ces entreprises ou ces biens ont été vendus ou cédés par des Juifs depuis le 23 mai 1940 dans des conditions n'assurant pas l'élimination de toute influence juive.

ART. 26. — Dans les colonies constituant le Haut-Commissariat de la France dans le Pacifique et le Haut-Commissariat de l'Afrique française, les hauts-commissaires pourront déléguer leurs pouvoirs aux chefs de territoire placés sous leurs ordres.

Dans le présent décret, on entend par « chef de la colonie » le haut-commissaire de la France dans le Pacifique, le haut-commissaire de l'Afrique française, le gouverneur général de Madagascar, les gouverneurs des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Réunion, de la Côte française des Somalis, du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon.

ART. 27. — Le chef de la colonie fixera par arrêté les modalités d'application du présent décret.

ART. 28. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat aux finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 4 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Pierre CATHALA.

Déchéance de la nationalité française

Par décret du 11 juillet 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Sont déchus de la nationalité française à partir de la date du présent décret :

Barre (Marcel), ex-adjoint principal des services civils des colonies, né le 27 octobre 1891 à Paris.

Bloch (Paul-André), ex-adjoint principal des services civils des colonies, né le 5 novembre 1898 à Nancy (Meurthe et Moselle).

Guedes (Jean), ex-adjoint des services civils des colonies, né le 15 août 1905 à Quimper (Finistère).

Lenormand (Marcel-Jacques), agent de la maison J. Holt à Cotonou, né le 26 février 1902.

Roehmberetta, ex-adjoint des services civils des colonies, né le 22 mai 1908 à Neuilly-sur-Seine.

Stefanini (François), ex-administrateur des colonies, né le 7 septembre 1909 à Marseille (Bouches du Rhône).

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 11 juillet 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

Groupements professionnels coloniaux

N° 582 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

17 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 31 juillet 1942 fixant les conditions dans lesquelles sont exercées les attributions du comité central des groupements professionnels coloniaux.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 6 décembre 1940, modifiée par la loi du 5 mars 1941;

Vu le décret du 25 mars 1941;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En exécution des lois des 6 décembre 1940 et 5 mars 1941, complétées par le décret du 25 mars 1941, les attributions du comité central des groupements professionnels coloniaux sont les suivantes :

1° — Il contrôle et coordonne l'activité des six groupements professionnels institués par les lois sus-visées;

2° — Il contrôle et coordonne également l'activité de ces groupements lorsqu'elle s'exerce en qualité de comités d'organisation;

3° — Il apporte sa collaboration au secrétaire d'Etat aux colonies dans les cas prévus par les lois et règlements en vigueur et notamment par l'article 7 de la loi du 6 décembre 1940.

ART. 2. — Les présidents de groupement sont tenus d'informer régulièrement le comité central de l'activité des organismes dont ils sont responsables.

Le comité central est réuni une fois au moins par quinzaine pour connaître l'activité générale des groupements professionnels, délibérer sur les questions d'intérêt commun qui ont trait à leur gestion et à leurs programmes, ainsi que sur les propositions qu'il entre dans ses attributions de soumettre au secrétaire d'Etat aux colonies.

Il est réuni, en outre, une fois tous les deux mois, pour connaître des travaux des comités d'organisation et préparer les principes généraux du statut professionnel colonial.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le président sur proposition des vice-présidents, des présidents de groupement et du secrétaire général.

Il doit parvenir aux membres du comité au moins deux jours francs avant la réunion, accompagné en annexe des éléments généraux d'information utiles à l'examen des questions soumises à la délibération.

Ces documents doivent eux-mêmes parvenir au secrétariat général quatre jours francs avant la séance du comité central.

ART. 3. — Le comité central peut charger des commissions prises dans son sein, pour un objet défini et pour un temps déterminé, de l'étude et de la mise au point des questions dont il est saisi.

Ces commissions peuvent appeler en consultation des experts étrangers au comité central. Elles n'ont aucun pouvoir de décision.

Leur rôle essentiel est de faciliter l'examen des questions intéressant plusieurs groupements ou l'ensemble des groupements, en vue des délibérations du comité central.

ART. 4. — Pour mettre le comité central en mesure d'exercer sa fonction de contrôle et de coordination, le président peut se faire représenter par un vice-président délégué à toutes les réunions des comités ou groupements et éventuellement à celles des sections ou sous-sections ainsi que des comités interprofessionnels.

Le secrétaire général assiste de droit à ces réunions. Il peut également s'y faire représenter.

Les ordres du jour en sont communiqués au secrétariat général au moins deux jours francs à l'avance.

Les procès-verbaux sont adressés au secrétariat général dix jours francs au maximum après la séance.

ART. 5. — Sous réserve des attributions qu'il tient de l'article 7 de la loi du 6 décembre 1940 et des textes subséquents, le comité central n'intervient ni dans la direction des affaires d'intérêt strictement professionnel, ni dans les relations nées, à raison de ces affaires, entre les groupements et le département. Lorsque l'importance ou l'intérêt des questions le justifiera, le secrétaire général sera cependant mis en possession des copies des correspondances échangées.

Lorsque l'activité professionnelle d'un groupement porte sur des questions d'ordre général susceptibles d'intéresser plusieurs autres groupements, le comité central doit en être saisi. Il apprécie s'il doit les évoquer ou les faire régler sous son contrôle par les groupements intéressés.

Lorsque des questions, bien que rentrant dans la compétence professionnelle d'un seul groupement, ont une portée générale touchant à l'économie d'ensemble de l'Empire, le président du groupement les soumet au comité central avec les solutions préconisées. Le comité central apprécie s'il doit appuyer ces solutions de son autorité.

Lorsqu'il agit dans le cadre des activités qui lui sont propres, tant aux termes de l'article 7 de la loi du 6 décembre 1940 que de tous autres règlements en vigueur, le comité central suit directement les conclusions de ses travaux tant auprès du département que des organismes ou des services intéressés.

ART. 6. — Le comité central connaît des divergences de vues qui se présentent entre deux ou plusieurs groupements. Si elles ne peuvent être conciliées par lui, elles sont soumises à l'arbitrage du commissaire du gouvernement par le président du comité central et avec son avis motivé.

ART. 7. — L'envoi de missions au nom du comité central ou aux frais de son budget doit être soumis à la décision du comité, ou, en cas d'urgence, de son président qui en informe le comité à la prochaine séance. Ces missions font l'objet d'un compte rendu adressé au président et si les résultats de la mission intéressent le comité central, d'une communication à l'une de ses séances.

ART. 8. — A) Recettes. — Le comité central établit, dans les conditions prévues par les textes organiques, l'assiette et les modalités de recouvrement des cotisations versées par les adhérents.

La perception des cotisations est effectuée à la diligence des groupements et centralisée par le secrétaire général.

B) Dépenses. — Le secrétaire général assure l'exécution du budget.

Il met, chaque mois, conformément aux prévisions budgétaires, et compte tenu des moyens de trésorerie dont il dispose, à la disposition des présidents de groupement, les sommes nécessaires au fonctionnement de leurs services.

Il centralise en écriture la comptabilité des dépenses.

Il reçoit, à cet effet, de chaque groupement, les pièces justificatives des dépenses effectuées pendant le mois écoulé.

Il exerce le contrôle de ces pièces justificatives et les rattache au compte général des dépenses qu'il rend chaque année.

Fait à Vichy, le 31 juillet 1942.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Stations climatiques coloniales

N° 592 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 4 août 1942 modifiant le décret du 5 septembre 1941 instituant des permissions spéciales d'absence pour séjour dans les stations climatiques coloniales.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les déplacements et les passages des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, et les textes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 5 septembre 1941 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée pour chaque colonie, les chefs des gouvernements généraux et des territoires autonomes relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pourront, après avis conforme des conseils de santé et dans la mesure permise par la bonne marche du service, accorder aux fonctionnaires, employés et agents qui justifient du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé

administratif, des autorisations spéciales d'absence pour en jouir dans les stations maritimes ou d'altitude de la colonie ou, à défaut, de la colonie la plus voisine. La liste de ces stations sera établie pour chaque colonie par arrêté local.

« A titre exceptionnel et sur rapport spécial et motivé du conseil de santé, il pourra être accordé des autorisations spéciales d'absence avant l'accomplissement du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français, ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 4 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Délégation de solde

N° 579 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

16 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 4 août 1942 complétant les articles 134 et 135 du décret du 2 mars 1910 (délégations de solde des fonctionnaires, employés et agents en service aux colonies).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 4 août 1914 portant modification au régime des délégations de solde des fonctionnaires coloniaux;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 4 août 1914 sont complétées ainsi qu'il suit :

« Pendant la durée des hostilités et jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée, les fonctionnaires, employés et agents en service dans des colonies dont les relations avec la métropole sont momentanément interrompues peuvent souscrire des délégations au profit d'autres membres de leur famille ou au profit d'un tiers en dehors des cas spécifiés ci-dessus ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 4 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Administrateurs des colonies

N° 602 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

24 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 7 août 1942 relatif au taux de l'indemnité de première mise d'équipement allouée aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les textes qui l'ont complété;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant réorganisation des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 23 octobre 1925 portant attribution d'une indemnité de première mise d'équipement aux fonctionnaires nouvellement admis dans les cadres des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

Vu le décret du 10 février 1938 modifiant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité de première mise d'équipement attribuée par les décrets susvisés des 23 octobre 1925 et 10 février 1938 aux administrateurs des colonies et aux administrateurs des services civils de l'Indochine, est porté à 9.000 frs.

ART. 2. — Le présent décret abroge le décret du 10 février 1938 et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1942.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 7 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Inspecteurs des eaux, forêts et chasses

N° 593 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 7 août 1942 fixant le taux de l'indemnité de première mise d'équipement des inspecteurs des eaux, forêts et chasses aux colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 12 février 1938 portant organisation du service des eaux, forêts et chasses aux colonies;

Vu le décret du 6 juin 1941 allouant une première mise d'équipement aux inspecteurs adjoints des eaux, forêts et chasses aux colonies;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 6 juin 1941 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ART. 2. — Une indemnité pour première mise d'équipement fixée à 7.500 francs, est allouée au moment de leur admission dans le cadre général aux inspecteurs et inspecteurs-adjoints des eaux, forêts et chasses aux colonies de l'école nationale forestière.

Cette indemnité sera imputée au budget de la colonie d'affectation.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1942 et sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 7 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Indemnités

N° 580 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

16 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 10 août 1942, relatif à l'allocation d'indemnité de « séparation » ou de « remplacement de traversée » aux fonctionnaires en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Des indemnités dites « de séparation du foyer » et « en remplacement de traversée » non cumulables entre elles, sont instituées en faveur des fonctionnaires, employés et agents des cadres généraux, métropolitains ou locaux régis par décret, en service dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies et qui sont séparés de la totalité ou d'une partie des membres de leur famille.

ART. 2. — Ces indemnités sont perçues mensuellement à terme échu et dans les mêmes conditions que la solde.

Elles sont dues dans les cas limitativement énumérés ci-dessous pour les membres de la famille qui, en vertu de l'article 51 du décret du 3 juillet 1897, peuvent prétendre à une concession de passage gratuit.

Elles ne sont pas dues pour les membres de la famille qui, pendant le séjour de leur chef actuellement en cours, ont accompagné celui-ci à la colonie, puis sont revenus de leur plein gré dans la métropole ou au siège de leur domicile habituel.

Indemnité de séparation du foyer

ART. 3. — A. — Le fonctionnaire au moment de son embarquement demande à se faire rejoindre par sa famille et cette autorisation lui est accordée.

L'indemnité de séparation est due à compter du jour de son embarquement jusqu'au jour exclu de l'embarquement de la famille pour la colonie.

Pendant la durée de la traversée de la famille, celle-ci étant logée et nourrie, l'intéressé ne peut prétendre à aucune indemnité.

Si, sans que l'administration puisse être mise en cause, la famille ne s'embarque pas sur le navire qui lui a été désigné, le droit à l'indemnité cesse le jour où aurait dû avoir lieu l'embarquement.

B. — La famille ayant accompagné ou rejoint son chef à la colonie est rapatriée sur l'ordre de l'autorité supérieure pour des motifs résultant de l'état de guerre.

Le fonctionnaire, employé ou agent a droit à l'indemnité de séparation à compter du jour de l'arrivée de sa famille au port de débarquement jusqu'à la veille incluse du jour où il débarque lui-même à son retour dans la métropole.

Au cas où, par suite des circonstances, la famille serait débarquée en cours de trajet, l'indemnité de séparation serait due pendant toute la durée de ce débarquement.

C. — La famille, pour des motifs résultant de l'état de guerre, est évacuée sur l'ordre de l'autorité supérieure tout en demeurant à l'intérieur de la colonie ou du groupe de colonies.

L'indemnité est due au fonctionnaire, employé ou agent, pendant toute la durée de l'évacuation.

Indemnité « en remplacement de traversée »

ART. 4. — A. — Le fonctionnaire embarque seul et prend l'engagement de ne pas faire venir sa famille à la colonie pendant toute la durée de son séjour.

L'indemnité en remplacement de traversée est due du jour de l'embarquement du fonctionnaire jusqu'à la veille incluse du jour de son débarquement au retour dans la métropole.

B. — Le fonctionnaire, au moment de son embarquement, demande l'autorisation de se faire rejoindre par sa famille; cette autorisation lui est refusée.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité « en remplacement de traversée » dans les conditions indiquées au paragraphe A du présent article.

C. — Tout fonctionnaire qui, ayant souscrit l'engagement prévu à l'article 4, paragraphe A, se fait néanmoins rejoindre à ses frais par le ou les membres de sa famille visés dans ledit engagement, ne pourra prétendre du fait de ceux-ci pendant son séjour colonial, à aucun des avantages prévus pour les chefs de famille régulièrement accompagnés (logement, soins médicaux gratuits, etc.).

Cas particuliers

ART. 5. — A. — Le fonctionnaire embarque seul et au moment de l'embarquement réserve la décision qu'il prendra au sujet de sa famille.

Un délai de trois mois, à compter de la date de son débarquement à la colonie est laissé à l'intéressé pour formuler la demande d'autorisation prévue à l'article 3 ou prendre l'engagement prévu à l'article 4 ci-dessus.

Pendant ce délai, l'intéressé a droit à l'indemnité de séparation pour les membres de sa famille, dont il est séparé.

L'intéressé qui, à la date d'expiration du délai imparti n'a pas opté pour l'une ou l'autre décision

perd tous ses droits au voyage gratuit pour sa famille et a droit à compter de cette date à l'indemnité en remplacement de traversée.

B. — Le fonctionnaire demande l'autorisation de se faire rejoindre par une partie de sa famille seulement et prend l'engagement de ne pas se faire rejoindre par l'autre partie.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité de séparation dans les conditions prévues à l'article 3 pour les membres de sa famille pour lesquels il a demandé l'autorisation de le rejoindre; à l'indemnité en remplacement de traversée dans les conditions prévues à l'article 4 pour ceux qui selon son engagement ne doivent pas le rejoindre.

C. — L'autorisation de se faire rejoindre par sa famille, après avoir été accordée au fonctionnaire, lui est retirée.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité de séparation du jour de son embarquement jusqu'au jour où est révoquée l'autorisation qui lui avait été accordée; il a droit à l'indemnité en remplacement de traversée, du jour où cette autorisation est révoquée jusqu'à la veille incluse du jour de son débarquement au retour dans la métropole.

D. — L'autorisation de se faire rejoindre par sa famille a été accordée au fonctionnaire, mais par suite des circonstances, l'embarquement est différé ou retardé.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité de séparation pendant une durée d'un an à compter du jour de son embarquement pour la colonie; à l'expiration de ce délai, il cesse d'avoir droit au voyage gratuit de sa famille et cesse de percevoir l'indemnité de séparation à laquelle se substitue l'indemnité en remplacement de traversée.

Mesures transitoires

ART. 6. — En ce qui concerne les fonctionnaires actuellement en service aux colonies :

A. — Ceux qui remplissent les conditions pour être autorisés à se faire rejoindre par leur famille, dans les limites de temps où ils conservent ce droit, sont placés à compter de la date de la promulgation du présent décret dans la situation prévue au paragraphe A de l'article 5.

B. — Ceux qui ne remplissent plus les conditions pour être autorisés à se faire rejoindre par leur famille, sont placés dans la situation prévue au paragraphe B de l'article 4.

C. — Ceux qui ont volontairement rapatrié leur famille par anticipation mais qui, du fait de circonstances résultant de l'état de guerre, ont été maintenus à la colonie au delà de la durée normale du séjour sont placés à compter de l'expiration de leur séjour réglementaire dans la position prévue au paragraphe B de l'article 4.

ART. 7. — Les quotités de ces deux indemnités sont fixées ainsi qu'il suit :

A. — Indemnité de séparation du foyer
(taux journalier)

CLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES (tableau de classement n° 3 annexé au décret du 3 Juillet 1897)	CHEFS DE FAMILLE sans enfant à charge	CHEFS DE FAMILLE avec enfants à charge
	francs	francs
1 ^{re} catégorie A et B ...	30 »	35 »
2 ^e catégorie ...	25 »	30 »
3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e catégories...	21 »	28 »

B. — Indemnité en remplacement de traversée

CLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES (tableau de classement n° 3 annexé au décret du 3 Juillet 1897)	POUR LA FEMME	POUR chaque enfant donnant droit à l'indemnité pour charges de famille (taux unique)
1 ^{re} et 2 ^e catégories ...	4.800 fr. par an	2.400 fr. par an
3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e catégories ...	3.600 fr. par an	1.800 fr. par an

ART. 8. — Les règles ci-dessus sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1942 en ce qui concerne les agents se trouvant actuellement à la colonie.

ART. 9. — Les dispositions du présent texte abrogent à compter de la date de sa publication celles des décrets du 5 juillet 1941 instituant une indemnité de séparation en faveur des fonctionnaires de la Côte française des Somalis et du 18 août 1941 attribuant une indemnité en remplacement de traversée en faveur de ces mêmes fonctionnaires.

ART. 10. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 10 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

Régime pénitentiaire

N° 584 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

17 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 12 août 1942 relatif au régime pénitentiaire des détenus ayant formé un pourvoi devant la cour de cassation.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 9 décembre 1941, relative au régime pénitentiaire des détenus ayant formé un pourvoi devant la cour de cassation;

Vu les décrets portant organisation judiciaire, dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies; autres que les Antilles et la Réunion, les textes portant application du code d'instruction criminelle dans les mêmes territoires, et les décrets modificatifs subséquents;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les détenus condamnés à des peines privatives de liberté, et qui ont formé un recours devant la cour de cassation seront soumis au même régime que les condamnés de leur catégorie dont les peines sont devenues définitives.

ART. 2. — Ils seront, en conséquence, après l'expiration du délai de dix jours prévu à l'article 422, et en ce qui concerne la Guyane, à l'article 429 du code d'instruction criminelle, dirigés sur un des établissements affectés à l'exécution de ces peines.

ART. 3. — Ils seront, toutefois, autorisés à correspondre et à communiquer avec leurs conseils pour les besoins de leur défense.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 5. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 12 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIÉ.*

Tribunal militaire

N° 595 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

22 octobre 1942. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — La loi du 12 août 1942 dérogeant provisoirement aux dispositions légales en vigueur en ce qui concerne le choix d'un défenseur par les individus inculpés, devant les tribunaux militaires, de crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat;

2° — La loi du 17 août 1942 donnant, pendant la durée du temps de guerre, compétence aux tribunaux militaires de cassation permanents, établis dans les territoires non déclarés en état de guerre ou en état de siège, pour statuer sur les oppositions aux ordonnances des juges d'instruction près les tribunaux militaires permanents.

LOI du 12 août 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret et par dérogation aux dispositions légales en vigueur, lorsqu'un individu est poursuivi devant un tribunal militaire pour crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat, en vertu des articles 75 à 86 du code pénal, la défense ne pourra dans tous les cas être assurée que par un avocat désigné d'office par le bâtonnier de l'ordre des avocats du siège du tribunal militaire ou, en cas d'impossibilité, par le bâtonnier de l'ordre des avocats de la cour d'appel.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux affaires en cours dans lesquelles un avocat aura été choisi par l'inculpé avant la publication du présent décret au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLEMY.

*Le général de corps d'armée,
secrétaire d'Etat à la guerre,
Gl. BRIDOUX.*

LOI du 17 août 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée du temps de guerre, par dérogation aux dispositions légales en vigueur, les tribunaux militaires de cassation permanents établis dans les territoires non déclarés en état de guerre ou en état de siège statueront sur les oppositions aux ordonnances des juges d'instructions près les tribunaux militaires permanents dans les conditions fixées par l'article 177 du code de justice militaire pour l'armée de terre.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 17 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général de corps d'armée,
secrétaire d'Etat à la guerre,*

Gl. BRIDOUX.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Sociétés secrètes

N° 594 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 octobre 1942. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 19 août 1942 modifiant la loi du 10 novembre 1941 sur les sociétés secrètes.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La commission spéciale instituée par l'article 1^{er} de la loi n° 4758 du 10 novembre 1941 est placée auprès du chef du gouvernement avec des attributions consultatives. Sa composition sera fixée par décret et ses membres choisis parmi des personnalités exemptes de toute attache avec les sociétés secrètes ou avec les chefs de celles-ci.

ART. 2. — La commission pourra s'adjoindre à titre consultatif des représentants des administrations intéressées à la solution des questions qui auront été soumises à son examen.

ART. 3. — A titre tout à fait exceptionnel et en dehors des cas prévus par l'article 3 de la loi du 10 novembre 1941, le chef du gouvernement pourra, après avis de la commission, suspendre, par décision individuelle et pour une durée de deux ans, l'application des interdictions et incapacités qui, en vertu des lois et règlements en vigueur, ont frappé les anciens membres des sociétés secrètes, sous la double condition que cette mesure soit justifiée par l'intérêt supérieur du service et par les preuves que les personnes en cause auront données de leur adhésion à l'ordre nouveau.

A l'expiration du délai de deux ans, la situation des personnes qui ont bénéficié de la mesure prévue au paragraphe précédent devra être examinée à nou-

veau. S'il résulte des circonstances qu'elles se sont montrées dignes de cette mesure, elles seront relevées définitivement des interdictions et incapacités qui les frappaient par décision individuelle prise par le chef de l'Etat, sur proposition du chef du gouvernement.

Dans le cas contraire, le chef du gouvernement décidera qu'elles seront à nouveau frappées des mesures prévues par les lois et règlements en vigueur en matière de sociétés secrètes.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 19 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le chef du gouvernement,
Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHELEMY.

Significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics

N° 581 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

16 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 26 août 1942 étendant aux colonies les dispositions de la loi du 31 mars 1942, abrogeant le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat aux finances;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 12 juillet 1905, ensemble les textes qui l'ont modifiée, notamment le décret du 1^{er} septembre 1939 et la loi du 31 mars 1942 relative à la signification d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations;

Vu le décret du 12 janvier 1907 qui a étendu aux colonies les dispositions de la loi susvisée du 12 juillet 1905;

Vu le décret du 20 février 1940 qui a étendu aux colonies le décret du 1^{er} septembre 1939;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 31 mars 1942 portant abrogation du décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'oppositions et de cessions faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent décret n'entrera en vigueur que le quinzième jour qui suivra celui de sa publication au *Journal officiel* de la colonie, le jour de cette publication étant compris dans le délai.

Les exploits déposés qui n'auraient pas encore été visés à la date d'entrée en vigueur seront visés à cette dernière date.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 26 août 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Pierre CATHALA.

LOI du 31 mars 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 1^{er} septembre 1939 relatif aux significations d'opposition et de cession faites entre les mains des comptables de deniers publics et des préposés de la caisse des dépôts et consignations est abrogé.

ART. 2. — Le présent décret n'entrera en vigueur que le onzième jour qui suivra celui de sa publication au *Journal officiel*, le jour de cette publication étant compris dans le délai.

Les exploits déposés qui n'auraient pas encore été visés à la date d'entrée en vigueur seront visés à cette dernière date.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Amendes pénales

N° 596 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

22 octobre 1942. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 9 septembre 1942 relatif aux sanctions de police administrative (taux des amendes).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 30 septembre 1887 relatif à la répression par voie disciplinaire au Sénégal et dépendances des infractions commises par les indigènes non citoyens français;

Vu le décret du 15 novembre 1924 portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, à Madagascar et à la Côte Française des Somalis;

Vu le décret du 24 mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu la loi du 26 juillet 1941 fixant le taux des amendes pénales dans la métropole et le décret du 29 décembre 1941 l'ayant rendue applicable aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Inde et l'Indochine;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est multiplié par trois le taux des amendes pouvant être infligées par voie disciplinaire dans les territoires où les sanctions de police administrative sont réglementées par les décrets susvisés des 30 septembre 1887, 24 mars 1923 et 15 novembre 1924.

ART. 2. — Les alinéas 1^{er} des articles 19 du décret du 15 novembre 1924 et 18 du décret du 24 mars 1923 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« En cas de refus de paiement de l'amende infligée, il peut être fait application de la contrainte par corps dans les proportions ci-après : un à cinq jours de détention au maximum pour les amendes de 3 à 15 francs; cinq à dix jours pour les amendes de 16 à 50 francs; dix à quinze jours pour les amendes de 51 à 300 francs. La contrainte par corps prend fin, dans tous les cas, avec le paiement de l'amende infligée (le reste sans changement).

ART. 3. — Les contraventions et infractions commises avant l'entrée en vigueur du présent décret restent régies par la réglementation antérieure.

ART. 4. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 9 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Cuir et peaux

ARRETE N° 3897 S. E. du 5 novembre 1941.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté général du 27 mai 1939 fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté général n° 2889 D. N. du 15 septembre 1939 donnant aux gouverneurs des colonies du groupe délégation de certains pouvoirs figurant à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 susvisé;

Vu l'arrêté général n° 1305 S. E. du 19 juin 1940 complétant les délégations de pouvoirs des gouverneurs des colonies du groupe en ce qui concerne la circulation et le rationnement des matières, produits, objets et denrées de toutes natures et de toutes provenances;

Vu le décret du 25 août 1937, modifié par celui du 25 avril 1938 tendant à prévenir et à réprimer toute augmentation illégitime des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion;

Vu le décret du 19 août 1940 qui modifie pour l'Afrique française le décret du 25 août 1937 susvisé;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} décembre 1941 est rendue obligatoire, dans tous les territoires de l'Afrique française, la déclaration des stocks de cuirs et de peaux d'origine locale, détenus par les commerçants et les exportateurs.

Ces déclarations, établies en fin de mois, seront faites par écrit, datées, signées et certifiées sincères. Elles porteront sur tous les stocks existants en magasins, en cours de transport ou entreposés dans tous les ports et en instance d'embarquement.

Elles seront remises aux gouverneurs des colonies qui les feront parvenir sans délai au Gouvernement général sous le timbre du bureau des affaires économiques.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 3. — Les gouverneurs des colonies de l'Afrique française sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 5 novembre 1941.

P. BOISSON.

Droit de préemption

N° 2929 S. E. — Par arrêté du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française du 22 août 1942, pris en commission permanente du conseil de gouvernement, la liste des marchandises, denrées et objets pouvant être préemptés par l'autorité administrative et reprise à l'article 1^{er} de l'arrêté 490 S. E. C. du 4 février 1942 est complétée comme suit :

Bicyclettes;

Embarcations de toutes sortes; pirogues etc.

Forêt

ARRETE N° 3473 S. E./F. du 2 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 5 février 1938, fixant le régime forestier du territoire du Togo, modifié par le décret du 13 juin 1941;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réglementation des terres domaniales au territoire du Togo;

Sur la proposition du commissaire de France au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt domaniale classée, le terrain délimité comme suit, d'une superficie approximative de 103 ha. 40 a.

Soient :

A) le point kilométrique 113,780 de la voie ferrée de Lomé à Atakpamé (passage à niveau de la route Lomé-Atakpamé).

B) le point kilométrique 116,510 de la voie ferrée de Lomé à Atakpamé (passage à niveau de la route Lomé-Atakpamé).

Les limites de la forêt classée sont :

Au nord et à l'ouest : la voie ferrée de A à B;

A l'est et au sud : la route Atakpamé-Lomé de B à A.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt classée sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Togo.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commissaire de France au Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 2 octobre 1942.

P. BOISSON.

Aides météorologistes

N° 3497 P. — Par arrêté du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française en date du 3 octobre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de 10 aides-météorologistes stagiaires du cadre spécial d'aides-météorologistes de l'A. O. F. sera ouvert à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe les 2 et 3 mars 1943.

ART. 2. — Pour être admis à participer à ce concours, les candidats doivent remplir les conditions fixées par l'arrêté organique du 29 décembre 1937, en ses articles 4 et 5.

ART. 3. — Les inscriptions seront reçues jusqu'au 1^{er} janvier 1943, terme de rigueur. Les demandes adressées au gouverneur général de l'Afrique occidentale française sous le timbre de la direction du personnel devront être accompagnées d'un dossier de candidature constitué suivant les prescriptions de l'arrêté du 29 décembre 1937.

Véhicules automobiles

ARRETE N° 3545/T. P. du 9 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi n° 379 du 14 mars 1942 promulguée par l'arrêté n° 1707 A. P. du 11 mai 1942;

Vu l'arrêté 1983 T. P. du 3 juin 1942 relatif au recensement, à la circulation et à la vente des véhicules automobiles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le 2^e alinéa de l'article 3 de l'arrêté 1983 T. P. du 3 juin 1942 est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

« Par mesure transitoire, le recensement 1942 aura lieu dès la publication du présent arrêté; toutefois les dispositions ci-dessus ne seront applicables que pour compter du 1^{er} janvier 1943.

« Le recensement de 1943 n'aura pas lieu. Aussi la fiche du recensement 1942 sera telle valable jusqu'au recensement 1944 ».

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 9 octobre 1942.

P. BOISSON.

Maladie du sommeil

ARRETE N° 3571/s. s. m. du 12 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les zones du territoire fédéral où le dépistage des trypanosomés n'est pas confié à un organisme permanent de lutte anti-sommeilleuse (secteur spécial ou annexe) le service général autonome de la maladie du sommeil dispose d'équipes mobiles dites « équipes spéciales de prospection de la maladie du sommeil ».

ART. 2. — Le nombre des équipes à créer variera dans chaque colonie avec l'importance locale de l'endémo-épidémie trypanique.

ART. 3. — Ces équipes composées d'infirmiers du cadre spécial dirigées par un médecin ou par un agent sanitaire sont outillées et organisées en vue du dépistage systématique de la trypanosomiase humaine.

ART. 4. — L'action des équipes spéciales de prospection est dirigée par le chef du service général autonome de la maladie du sommeil suivant un programme qu'il établit sur la proposition des chefs du service de santé des colonies intéressés.

ART. 5. — Les dispositions générales relatives à l'activité technique, à la discipline, à l'administration de ces organismes sont celles en vigueur pour les secteurs spéciaux de prophylaxie.

Dakar, le 12 octobre 1942.

P. BOISSON.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits de sortie

ARRETE N° 288 du 22 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 précitée;

Vu l'arrêté du 30 mai 1931 fixant les droits perçus à la sortie du territoire et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté 99 du 14 février 1942 abrogeant l'arrêté du 30 mai 1931 précité et fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du territoire;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour la liquidation des droits au tarif fiscal de sortie les amendes de karité sont assimilées aux amendes de palme et aux palmistes.

ART. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 est complété comme suit :

DEUXIÈME SECTION

MATIÈRES VÉGÉTALES

CHAPITRE VII. — *Fruits et Graines*

Amandes de palme et palmistes.

Amandes de karité.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1942.

P. SALICETI.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. N° 382 D. G. F. D. en date du 15 octobre 1942 du haut commissaire de l'Afrique française.

ARRETE N° 331 du 9 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 2 juillet 1928 relatif à l'application de la loi du 13 avril 1928 susvisée;

Vu l'arrêté n° 99 du 14 février 1942 fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits à percevoir à la sortie du territoire;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1938 établissant un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant notamment l'arrêté n° 634 du 23 novembre 1939;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de sortie institués par arrêté n° 99 du 14 février 1942 ne sont pas applicables aux expéditions faites sous forme de paquets poste, colis postaux ou aéropaquets à l'exception toutefois de celles contenant :

des huiles volatiles ou essences ;

des diamants et autres pierres gemmes de toutes sortes brutes ou taillées ;

de l'or pur ou allié, en pépites, poudre, lingots, barres, tiré, laminé, filé, etc. . . . des bijoux en or ou des ors indigènes ;

ces produits restent soumis aux droits prévus au tarif de sortie.

ART. 2. — Le paragraphe *b)* de l'article 2 de l'arrêté du 12 novembre 1938 fixant les exemptions en matière de droit de statistique est modifié comme suit :

b) les envois de marchandises par la voie postale à l'exception de ceux repris au paragraphe *h)* ci-après.

ART. 3. — L'article premier de l'arrêté du 23 novembre 1939 susvisé est complété comme suit en ce qui concerne le mode d'assiette et la quotité des droits de statistique à percevoir :

h) Paquets poste, colis postaux et aéropaquets exportés et ne contenant aucun des produits en articles suivants : (huiles volatiles ou essences, diamants et autres pierres gemmes de toutes sortes, brutes ou taillées, or pur ou allié, en pépites, poudre, lingots

barres, tiré, laminé, filé, et bijoux en or ou ors indigènes) pesant : 3 kgs. au plus le paquet ou colis 3 frs.

3 kgs. 001 à 5 kgs. — 5 —

5 kgs. 001 à 10 kgs. — 10 —

10 kgs. 001 à 15 kgs. — 15 —

15 kgs. 001 à 20 kgs. — 20 —

ART. 4. — La taxe prévue au paragraphe *h* ci-dessus est encaissée lors du dépôt des paquets, colis ou aéropaquets par l'agent chargé de percevoir les taxes postales ou aériennes, suivant la même procédure que ces dernières.

Elle fait toutefois l'objet d'un compte et d'une rubrique spéciale.

Il en est de même des droits de sortie sur les produits désignés ci-après :

huiles volatiles ou essences ;

diamants et autres pierres gemmes de toutes sortes, brutes ou taillées ; or pur ou allié, en pépites, poudre, lingots, barres, tiré, laminé, filé, etc. . . . et bijoux en or et ors indigènes.

qui ne pourront toutefois être acceptés que dans le bureau de Lomé.

Le versement de la taxe de statistique et le cas échéant des droits de sortie ainsi perçus sera effectué en même temps et dans la même forme que les autres taxes douanières perçues par le service des postes.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 juin 1942.

P. SALICETI.

Approbation ministérielle notifiée par T. O. N° 382 D. G. F. D. en date du 15 octobre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française.

Transports routiers

ARRETE N° 514 T. P. du 16 septembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu la loi du 14 mars 1942, promulguée au Togo, par arrêté du 6 juin 1942 ;

Sous réserve de l'approbation de M. le haut-commissaire de l'Afrique française ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sur le territoire de la colonie, les tarifs de transports automobiles, sont fixés à six francs par tonne kilométrique effectivement transportée.

Aucun supplément ne sera perçu pour retour à vide.

ART. 2. — Au cas où une marchandise peu dense ou encombrante, empêcherait l'utilisation complète de la charge utile du véhicule, c'est cette dernière qui interviendrait dans le calcul des tonnes kilométriques effectuées.

Si par suite de modifications du véhicule, ou de difficultés particulières de la route, la charge utile d'origine vient à être réduite, il en sera tenu compte.

ART. 3. — Ce tarif subira une majoration de trois francs dans les régions comprises à l'ouest de la route Atakpamé-Palimé, cette route non comprise.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Le présent arrêté ne concerne pas les transports routiers faisant l'objet de concessions ou de conventions avec l'Administration.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, et aura effet pour compter du jour de son approbation par le haut-commissaire.

Lomé, le 16 septembre 1942.

P. SALICETI

Approuvé par arrêté général N° 3.664 1 P du 16 octobre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française

Charbon bactériidien

N° 573 I. V. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du 10 octobre 1942 :

ARTICLE PREMIER. — Est levée la déclaration d'infection du territoire de la commune mixte comprenant la cocoteraie de M. Boevi Lawson et les zones de pâturages situées entre le camp d'aviation au nord et la ligne d'Atakpamé à l'est.

ART. 2. — La zone franche prévue par l'art. 33 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 et formée par le terrain d'aviation au nord et le territoire de la commune mixte située à l'est de la ligne d'Atakpamé est supprimée.

ART. 3. — Le commandant du cercle de Lomé et l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Magasin général

ARRETE N° 576 F. du 15 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 139 du 17 juin 1924 portant organisation du magasin général du service local;

Vu les arrêtés nos 365, 473, 30 et 152 des 27 juin 1927, 30 août 1929, 19 janvier 1931 et 9 mars 1933 fixant les conditions d'évaluation du prix de revient des matières et objets entrant au magasin général du service local;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté N° 152 du 9 mars 1933 susvisé.

ART. 2. — L'article 6 de l'arrêté 139 du 17 juin 1924 portant organisation du magasin général du service local modifié par les arrêtés N° 365 du 27 juin 1927, 473 du 30 août 1929, 30 du 19 janvier 1931 et 152 du 9 mars 1933 est remplacé par la disposition suivante :

« La valeur d'entrée est majorée du montant des divers frais entrant dans la composition du prix de revient, conformément aux dispositions de l'article 29 de l'instruction générale du 16 janvier 1905; ce montant est fixé à 30% pour les matières et objets provenant d'envois de la métropole. Les matières et objets provenant d'achats effectués sur place ne subiront aucune majoration »

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 octobre 1942.

P. SALICETI.

Vente

ARRETE N° 577 C. P. S. du 15 octobre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et de stocks;

Vu l'arrêté général n° 2521/C. du 17 juillet 1942 portant création d'un contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté local n° 369 du 7 juillet 1942 créant au Togo un service de contrôle des prix et stocks;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les achats en gros ou demi-gros sont réservés exclusivement aux commerçants patentés.

Les achats au détail des denrées ne peuvent porter sur des quantités des besoins normaux dépassant la satisfaction de l'acheteur et de sa famille pendant un mois, lorsque des dispositions réglementaires ne prescrivent pas la délivrance de plus petites quantités (par famille il faut entendre en ce qui concerne les indigènes, le père, une épouse, les enfants de cette épouse et les ascendants à la condition que toutes ces personnes vivent habituellement sous le même toit).

ART. 2. — Une facture documentaire, signée par le fondé de pouvoirs de la maison vendeuse et établie dans les conditions prévues à l'article 8 de l'arrêté N° 2398 S.E./C. du 13 juillet 1942 définissant le mode de publicité des prix doit accompagner chaque sortie de marchandises dans le cas de vente en gros ou demi-gros.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942

ART. 4. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks, les commandants de cercle, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 octobre 1942.

P. SALICETI.

Café et cacao**ARRETE N° 598 A. E. du 23 octobre 1942.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, ensemble l'arrêté de promulgation n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation des pouvoirs conférés au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de café et de cacao existant au Territoire à la date du 1^{er} novembre 1942 devront obligatoirement être déclarés par leurs détenteurs à cette date.

Ces déclarations seront adressées au commissaire de France par l'intermédiaire des commandants de cercle avant le 10 novembre.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 23 octobre 1942.

P. SALICETI.

Véhicules automobiles**ARRETE N° 600 T. P. du 24 octobre 1942.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939 promulgué au Togo par arrêté 634 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 promulgué au Togo par arrêté 593 du 10 novembre 1939;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée au Togo par arrêté du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général 2416 s. E. du 17 juillet 1942;

Vu la circulaire n° 873 T. P. du 26 septembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté 520 T. P. du 19 septembre 1942 est complété comme suit :

Les véhicules automobiles, autre que les véhicules de tourisme existant au Togo et appartenant à des particuliers etc. . . .

ART. 2. — L'article 2 du même arrêté est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

La réquisition sera ordonnée par le commissaire de France sur proposition du chef du service des transports, des commandants de cercle ou des administrateurs-maires après avis du représentant local du groupement professionnel des transports routiers.

Le reste sans changement.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1942.

P. SALICETI.

Produits oléagineux**ARRETE N° 601 A. E. du 24 octobre 1942.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, ensemble l'arrêté de promulgation n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation des pouvoirs conférés au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942;

Vu le T. O. n° 370 s. E. P. en date du 5 octobre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks des produits ci-dessous désignés :

Arachides décortiquées,	Huile de palme,
Ricin,	Palmistes,
Sésame,	Coprah,

achetés par le commerce à la date du 1^{er} novembre et non exportés à cette date devront faire l'objet par les détenteurs de déclarations obligatoires.

Ces déclarations seront adressées au commissaire de France par l'intermédiaire des commandants de cercle avant le 10 novembre.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 24 octobre 1942.

P. SALICETI.

TABEAU DE RECLASSEMENT
des Agents des Cadres Secondaires et Spéciaux de L'A. O. F.
en service détaché au Togo.

1^{er} novembre 1942

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO

653

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

NOM et prénoms	ANCIEN grade	NOUVEAU grade	ANCIENNE solde	NOUVELLE solde	ANCIENNETÉ dans le nouveau grade au 1/7/1942	ANCIENNETÉ dans la nouvelle classe au 1/7/1942	ANCIENNETÉ dans le nouvel échelon au 1/7/1942	OBSERVATIONS
1^o Instituteurs								
Atayi Salomon	Inst. ppal 3 ^e échelon	Inst. ppal de 1 ^{re} classé	20.000	20.000	5 ans 6 mois	3 ans 6 mois	1 an 6 mois	au plafond
Johnson Romuald	Instituteur 3 ^e échelon	Instituteur de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon	14.000	16.200	6 ans 6 mois	4 ans 6 mois	1 an 6 mois	
Randolph Léopold	Instituteur 2 ^e échelon	Instituteur de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon	12.500	15.600	3 ans 6 mois	1 an 6 mois	1 an 6 mois	A droit au passage à l'échelon supérieur de solde pour compter du 1 ^{er} juillet 1942.
d'Almeida Alexandre	Instituteur 1 ^{er} échelon	Instituteur de 2 ^e classe	12.000	14.400	1 an 6 mois	1 an 6 mois		
d'Almeida Charles	Instituteur adjoint 3 ^e éch.	Instituteur adjoint de 1 ^{re} classe 2 ^e éch.	11.500	12.600	15 ans 6 mois	13 ans 6 mois	11 ans 6 mois	
Ayih Frédéric	Instituteur adjoint 1 ^{er} éch.	Instituteur adjoint de 2 ^e classe	9.750	10.800	Néant	Néant		
Ankrah David	Instituteur auxiliaire 2 ^e échelon	Instituteur adjoint de 3 ^e classe	9.000	9.600	2 ans 10 mois 3 jours	1 an 9 mois		Y compris un an de stage non utilisé.
Sitti Jérémie	Instituteur auxiliaire 1 ^{er} échelon	Instituteur adjoint de 4 ^e classe	7.950	8.400	1 an 4 mois	1 an 4 mois		Y compris un an de stage.
2^o Commis expéditionnaires								
Sitti Joel Zounda	Commis-expé- ditionnaire auxil. 2 ^e échel.	Commis-expé- ditionnaire adjoint de 3 ^e cl.	7.500	9.600	4 ans 10 mois 29 jours	4 ans 8 mois 29 jours		Y compris un an de stage et 11 mois 29 jours de services mili- taires non utilisés.
Dosseh André Michel	Commis-expé- ditionnaire auxil. 1 ^{er} échel.	Commis-expé- ditionnaire adjoint de 4 ^e cl.	6.950	8.400	1 an 3 mois 16 jours	1 an 3 mois 16 jours		
Mensah Emmanuel	Commis expéditionnaire stagiaire	Commis-expé- ditionnaire stagiaire	6.200	7.200	6 mois 12 jour			
3^o Commis des P. T. T.								
Lorenzo Faustino Le JEUNE	Commis adjoint des P. T. T.	Commis de 2 ^e classe des P. T. T.	8.400	10.800	6 mois	6 mois		

Passage à l'échelon supérieur

Par décision n° 780 F./Pel. du :

24 octobre 1942. — Est constaté dans le personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire en A. O. F., détaché au Togo, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde ci-après :

Mr. Randolph Léopold, instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon, passe au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1942.

Promotion

Par arrêté n° 597 F./Pel. du :

22 octobre 1942. — Le commis d'administration principal de 3^e classe Folly Michel, est promu au grade de commis d'administration principal de 2^e cl. pour compter du 1^{er} octobre 1942.

Retraite

Par arrêté n° 575 F./Pel. du :

15 octobre 1942. — M. Missehou François, aide-pharmacien de 4^e classe du cadre local du Togo licencié pour compression d'effectifs par arrêté N° 24 du 14 janvier 1935, est admis à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} juillet 1942.

L'allocation viagère accordée à M. Missehou par arrêté N° 31 du 14 janvier 1942 en qualité d'ancien agent de l'administration est supprimée à compter du 1^{er} juillet 1942.

Le montant des sommes perçues à ce titre à partir de cette date sera déduit des premiers arrérages de l'allocation de retraite qui lui sera concédée.

Révocation

Par arrêté n° 585 F./Pel. du :

17 octobre 1942. — L'infirmier de 2^e classe Amétépé Louis, est révoqué de son emploi pour faute grave et mauvaise manière habituelle de servir.

Agents auxiliaires**Nominations**

Par décision n° 738 F./Pel. du :

10 octobre 1942. — Le nommé Kouévi Paul, est engagé en qualité de garde d'hygiène auxiliaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de deux cents francs (200 frs.) et aux avantages accordés aux agents auxiliaires régis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Par décision n° 739 F./Pel. du :

10 octobre 1942. — Le nommé Yakin Koulibaly, est engagé en qualité d'infirmier auxiliaire.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel de deux cent cinquante francs (250 frs.) et aux avantages accordés aux agents auxiliaires régis par le règlement du 1^{er} mai 1939.

Rétrogradation

Par décision n° 766 F./Pel. du :

15 octobre 1942. — L'agent auxiliaire Amouzou Nicolas, à solde mensuelle de 250 francs, est rétrogradé à la solde de 225 francs, à compter du 1^{er} octobre 1942, pour fautes graves répétées en service.

Démission

Par décision n° 762 F./Pel. du

14 octobre 1942. — Est acceptée pour compter du 10 octobre 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire d'hygiène, Lawson Martin.

Par décision n° 772 F./Pel. du

21 octobre 1942. — Est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1942, la démission de son emploi offerte pour raison de santé par l'agent auxiliaire Simón Akouété.

Licenciement

Par décision n° 771 F./Pel. du

17 octobre 1942. — Le mécanicien auxiliaire Djamgba est licencié de son emploi pour convenance de service, dans les conditions prévues à l'article 9 du règlement du 1^{er} mai 1939.

Révocation

Par décision n° 736 F./Pel. du

10 octobre 1942. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent sont révoqués de leur emploi :
Bedjomtété à compter du 16 août 1942 pour abandon de poste.

Ouyagbeléo Salifou à compter du 10 septembre 1942 pour abandon de poste.

Fiadehome Victor à compter du 2 septembre 1942 pour absence irrégulière.

Par décision n° 737 F./Pel. du

10 octobre 1942. — L'infirmier auxiliaire Mevis Vincent est révoqué de son emploi pour abandon de poste, à compter du 20 septembre 1942.

Par décision n° 765 F./Pel. du

15 octobre 1942. — L'agent auxiliaire Mathey Joseph est révoqué de son emploi pour compter du 15 octobre 1942 pour faute grave et mauvaise manière habituelle de servir.

Par décision n° 777 F./Pel. du

23 octobre 1942. — Le conducteur auxiliaire Kounake Joseph est révoqué de son emploi pour refus de rejoindre son poste d'affectation.

DIVERS**Enseignement***Diplôme d'aptitude professionnelle*

Par arrêté N° 574 F./Pel. du :

15 octobre 1942. — Sont admis définitivement à l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle les instituteurs dont les noms suivent :

N'Diaye Boubacar, instituteur-ordinaire de 1^{re} classe, mention assez bien.

Ajavon Henri, instituteur-ordinaire de 2^e classe, mention assez bien.

Rôles

Par arrêté N° 586 c. d. du :

18 octobre 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférents à l'exercice 1942 et dont le détail suit :

Rôle N° 1. — Lomé-Trésor	372.604,90
— 2. — Agence Lomé	53.304,60
— 3. — Agence Tsévié	1.446,40
— 4. — Agence d'Anécho	40.375,—
— 5. — Agence d'Atakpamé	31.553,20
— 6. — Agence de Sokodé	9.346,30
— 7. — Agence de Palimé	23.452,30
— 8. — Agence de Bassari	1.960,80
— 9. — Agence de Mango	3.881,40
Total	537.924,90

La date de mise en recouvrement est fixée au 20 novembre 1942.

Par arrêté n° 587 F. du :

18 octobre 1942. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercice 1942, dont le détail suit, s'élevant à la somme de CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE SIX CENT SOIXANTE ONZE FRANCS VINGT CENTIMES.

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
162	Trésor	Patentes : principal	1.350,—	1.417,50
		C. A.	67,50	
163	—	Taxe sur les chiens : principal	160,—	168,—
		C. A.	8,—	
164	Lomé-Ville (C. M.)	Impôt personnel (taxe fixe)	1.500,—	1.815,—
		Rachat des prestations	240,—	
		C. A.	75,—	16.388,—
165	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	12.960,—	
		Rachat des prestations indigènes	2.780,—	20.726,60
		C. A.	648,—	
166	—	Patentes : principal	19.740,—	787,40
		C. A.	986,60	
167	—	Licences : principal	750,—	336,—
		C. A.	37,40	
168	—	Taxe sur armes perfectionnées	320,—	24,10
		C. A.	16,—	
169	—	Taxe sur armes non perfect. : principal	23,—	1.962,50
		C. A.	1,10	
170	—	Taxe sur bicyclettes : principal	3.300,—	45.493,60
		C. A.	154,—	
171	—	Taxe sur bicyclettes : principal	1.875,—	580,—
		C. A.	87,50	
172	Lomé-Subdivision	Impôt personnel (taxe fixe)	500,—	560,—
		Rachat des prestations	80,—	
173	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	460,—	42.398,—
		Rachat des prestations	100,—	
174	—	Impôt personnel sur indigène catégorie ordinaire		1.425,—
175	—	Patentes		
176	—	Taxe sur armes non perfectionnées		128,—
177	—	Taxe sur les bicyclettes		
178	—	Taxe sur les bicyclettes		2.925,—
179	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	530,—	
		Rachat des prestations	110,—	1.830,—
180	—	Impôt sur la population flottante		
181	—	Rachat des prestations indigènes		640,—
182	—	Patentes		
183	—	Licences		150,—
184	—	Taxe sur armes non perfectionnées		
185	—	Taxe sur bicyclettes		825,—
		à reporter		
				27.850,—
				2.100,—
				5.300,—
				7.485,—
				44.350,—
				141.275,10

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
186	Sokodé	<i>Report</i>	—	141,275,10
187	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.196,—	
188	—	Impôt personnel sur la population flottante	330,—	
189	—	Contribution foncière immeubles bâtis (européen)	906,—	
190	—	Contribution foncière immeubles bâtis (indigène)	376,—	
191	—	Contribution foncière immeubles non bâtis (européen)	52,50	
192	—	Contribution foncière immeubles non bâtis (indigène)	15,10	
193	—	Patentes	1.070,—	
194	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
195	—	Taxe sur armes non perfectionnées	86,—	
196	Bassari	Taxe sur les bicyclettes	420,—	4.491,60
197	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.960,—	
198	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.632,—	
198 (bis)	—	Impôt sur la population flottante	4.920,—	
199	—	Rachat des prestations indigènes	1.012,50	
200	—	Patentes	1.540,—	
201	Atakpamé	Taxe sur les bicyclettes	810,—	11.874,50
		Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 25.000,—		
		Rachat des prestations 5.030,—	30.030,—	30.030,—
		TOTAL		187.671,20

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 octobre 1942.

Service du contrôle des prix et stocks

Brigade mobile

Par décision N° 774 c. p. s. du :

21 octobre 1942. — M. Cantau, commis des services civils des colonies est désigné, en remplacement de M. Degoul, pour faire partie de la brigade mobile de contrôle des prix et stocks en qualité de contrôleur.

Préalablement à sa prise de service, M. Cantau devra prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Une commission d'emploi lui sera délivrée par le chef du service local du contrôle des prix et stocks.

Surveillance des prix

Séance du 8 Octobre 1942

S. G. G. G.

	Frais.
Déméloirs — La pièce	18,70
Peignes de coiffeur — La pièce	14,55
Peignes de poche — La pièce	8,80
Paumelles 95/45 — La pièce	2,45
Paumelles 110/50 — La pièce	2,80
Serrure 95 — La pièce	15,05
Serrure 110 — La pièce	16,—
Carbure de calcium — Le kilogramme	7,70
Cirage — La boîte	4,75
Coupe-papier — La pièce	4,35
Encre stylo — Le flacon	8,50
Encre ordinaire — Le flacon	6,10
Crayons d'ardoise — La pièce	1,05
Ardoise — La pièce	8,20
Shampooing — La pièce	1,70
Rouge Lanselle complet — La pièce	34,30
Rouge rechange — La pièce	20,75
Rouge Relly — La pièce	34,30

Fard Forvil — La pièce	8,25
Fard Dorin — La pièce	11,75
Dentifrice Auzière — La pièce	7,90
Dentifrice Auzière nu — La pièce	6,80
Dentifrice Gelle — La pièce	6,25
Bi-Oxyne — La pièce	9,35
Poudre rêve d'or — La boîte	10,45
Poudre de riz Floramye — La boîte	10,45
Eau de Cologne 5.692 à 75° — Le flacon	31,30
Eau de Cologne 5.692 à 75° — Le flacon	19,05
Lotion Rêve d'or — Le flacon	35,—
Lotion Aventure — Le flacon	35,10
Lotion Pompeia — Le flacon	34,95
Eau de Cologne à 70° — Le flacon	135,10
Coaltar — Le kilogramme nu	7,35
Chambre à air auto 7,50 × 20 — Pièce	411,—
Enveloppe auto 7,50 × 20 — La pièce	5.931,—

G. B. O.

Cognac Courvoizier 3 étoiles — Bouteille	79,30
Aspirine en tubes — Le tube	4,55
Kalmine en boîte — La boîte	2,75
Cigarettes Gauloises — Le paquet	5,70
Tabac Scaferlati — Le paquet	7,80

VICTOR WILLIAM

Timbre de vélo — La pièce	25,35
Lentilles — Le kilogramme	11,55
Eau de Cologne T. G. M. 501 à 80° — Le flacon	171,10
Eau de Cologne M. S. 504 à 80° — Le flacon	117,75
Ceintures — La pièce	39,30
Cirages — Le bidon	6,65
Papier carbone 21 × 33 — Boîte de 200	274,20
Papier carbone 21 × 33 — Boîte de 100	90,25
Ruban pour machine à écrire — La pièce	57,95
Essence à briquet (Boîte de 40 ampoules)	119,40

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo, N° 457, du 16 septembre 1942, page 576, 13^e ligne :

Au lieu de :

Moscatel la bouteille 39,20

Lire :

Moscatel la bouteille 49,—

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU GOUVERNEMENT DU NIGER

Bétail

ARRETE n° 770 A. P. A./S. Z. du 24 août 1942
du gouverneur du Niger.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'itinéraire des routes fixées par l'arrêté général susvisé du 19 septembre 1936 que doivent suivre obligatoirement les troupeaux de bétail quittant le territoire du Niger, est précisé comme suit, en ce qui concerne les sorties de bétail à destination du Dahomey et du Togo :

BÉTAIL A DESTINATION DU TOGO Routes obligatoires :

Fada, Soudougui, Mango (Togo)

Niamey, le 24 août 1942.
TOBY.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux exportateurs

M.M. les exportateurs sont informés que la cire animale ne peut être exportée de la Fédération qu'après avoir été clarifiée.

Il est donc inutile de formuler des demandes d'autorisation d'exportation de cire brute.

Avis de concours

CONCOURS DU STAGE DE L'ECOLE NATIONALE DE LA FRANCE D'OUTRE MER

Par arrêté ministériel du 26 septembre 1942, paru au Journal Officiel de l'Etat Français en date du 27 septembre 1942, le concours prévu

par le décret du 10 juillet 1920, modifié par décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux, *aura lieu les 2 et 3 avril 1943.*

Le nombre de places mises au concours a été fixé à trente-six.

Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit.

Les demandes devront être formulées avant le 27 décembre 1942, terme de rigueur.

Administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger

Emprunt 3 ½ % autorisé par la loi du 11 septembre 1942 et par l'arrêté ministériel du 11 septembre 1942.

Placement de 70.000 obligations de frs : 5.000 — nominal, amortissables en 30 ans à partir du 1^{er} décembre 1947 jusqu'au 1^{er} décembre 1977, le premier remboursement étant effectué le 1^{er} décembre 1948.

L'échéance des intérêts est fixée au 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le premier coupon sera payé à l'échéance du 1^{er} juin 1943.

L'amortissement sera opéré par tirage au sort ou par rachat en Bourse.

L'Administration des Chemins de Fer de la Méditerranée au Niger se réserve la faculté de procéder, à toute époque, à l'amortissement anticipé total ou partiel de ces obligations par remboursement au pair augmenté des intérêts courus.

L'emprunt est exempt en France, en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Afrique Occidentale Française, pour toute sa durée, de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et de toute taxe spéciale frappant les valeurs mobilières.

Le prix d'émission est de frs : 4.816,4, par obligation de frs : 5.000, — nominal, déduction faite des intérêts courus jusqu'au 1^{er} décembre 1942.

Les demandes sont servies au fur et à mesure de leur arrivée, jusqu'à concurrence du nombre des titres disponibles, aux guichets des établissements financiers agréés par l'Administration des Chemins de Fer de la Méditerranée au Niger.

Voir arrêté ministériel du 11 septembre 1942 au J. O. A. O. F. du 10 octobre 1942 — page 897.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1208, déposée le 1^{er} octobre 1942, le sieur Vincent Dossou, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Tsévié (subdivision de Lomé), agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de trapèze irrégulier, sur lequel se trouve édiflée une case indigène en terre de barre, couverte en tôles ondulées, sans grande importance, d'une contenance totale de vingt-trois ares, soixante-quatre centiares, situé à Tsévié, subdivision et cercle de Lomé, connu sous le nom de Bégbé et borné au nord par le terrain appartenant à Dagnon Tsomana, au sud par la route d'Atakpamé, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par terrain au nommé Vincent Dossou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1209, déposée le 1^{er} octobre 1942, le sieur Vincent Dossou, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Tsévié (subdivision de Lomé), agissant comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son

statut personnel indigène, optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu, en forme de trapèze irrégulier, sur lequel se trouve installé un hangar en bois, couvert en tôles ondulées, sans grande valeur, d'une contenance totale de douze ares dix-sept centiares (12 a. 17 ca.), situé à Tsévié, subdivision et cercle de Lomé, connu sous le nom de Bégbé et borné au nord par terrain au nommé Dagnon Tsomana, au sud par la route d'Atakpamé, à l'est par terrain appartenant au nommé Vincent Dossou et à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1210, déposée le 5 octobre 1942, le sieur Vincent Laté Latévi Lawson, profession de planteur, demeurant et domicilié à Atakpamé, agissant comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de trente quatre hectares cinquante ares, situé à Akposso-Sud, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, connu sous le nom de village Elouza Gougou et borné au nord par terrain à Nayo Onoukoué, à l'est par la route de Oulatché, au sud par terrain à Yomékpé et Adélé, à l'ouest par ravin Oukorou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.